



RAPPORT
ACTIVITÉ 2017

ARAP RUBIS

Nos actions sont soutenues grâce aux financements de :

- Agence Régionale de Santé (ARS) Occitanie
- Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DRDFE) Occitanie
- Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) du Gard
- Europe Fonds Asile Migration Intégration (FAMI)
- CAF du Gard
- Sidaction
- La Région Occitanie
- Conseil Départemental du Gard
- Fondation Dumeste
- Solidarité Sida
- Fondation EDF
- Ville de Nîmes
- Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET)
- Préfecture du Gard MILDECA et FIPD
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Gard (CPAM)

Nous les remercions très sincèrement pour leur appui indispensable.

Association ARAP-Rubis
23 rue de Beaucaire
30000 Nîmes
France
Tel : 09 53 34 92 46
arap.rubis@gmail.com

Ce rapport rend compte des activités de l'association ARAP-Rubis. Il est destiné à nos financeurs, nos partenaires et tous ceux qui nous soutiennent, mais également à l'ensemble de la communauté des personnes prostituées.

Ce document, global, est assorti d'évaluations réalisées pour chaque action spécifique mise en place par l'association. Elles sont disponibles au siège de l'association.

SOMMAIRE

I. LE MOT DE LA PRÉSIDENTE	P 4 - 5
II. PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION	P 6 - 9
III. POPULATION ACCUEILLIE PAR L'ASSOCIATION	P 10 - 14
IV. FINANCEMENT DES ACTIONS	P 15
V. PÔLE VIH SANTÉ	P 16
1- ACCUEIL INDIVIDUALISÉ ET PRÉVENTION AU LOCAL	P 17 - 18
2- ACCUEIL INDIVIDUALISÉ ET PRÉVENTION SUR LE LIEU D'ACCUEIL MOBILE	P 19 - 20
3- ACTION MÉDICALE MENÉE PAR LA STRUCTURE	P 21 - 22
4- TROD (Test rapide à orientation diagnostique) VIH et VHC et DEPISTAGES	P 23
5- ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE AU SEIN DE LA STRUCTURE	P 24 - 25
6- ADDICTIONS	P 26
7- ACCÈS AUX SOINS	P 27 - 28
8- PREVENTION PROSTITUTION EN LIGNE	P 29
VI - PÔLE SOCIAL	P 30
1- ACTION SOCIALE INDIVIDUALISÉE	P 31 - 33
2- AIDES A LA VIE QUOTIDIENNE	P 34
3- ACCOMPAGNEMENTS – MISES EN RELATION - ORIENTATIONS	P 35 - 36
4- HÉBERGEMENT	P 37
5- PARENTALITÉ	P 38 - 39
6- INSERTION DES JEUNES	P 40
7- LAEP - Lieu d'Accueil Enfants Parents « Mes'Ange »	P 41 - 42
8- PROTECTION DES VICTIMES	P 43 - 44
VII – PÔLE RESSOURCES INSERTION	P 45 - 47
VIII - LUTTE CONTRE L'EXCLUSION MIGRATION ET PROSTITUTION	P 48 - 50
ANNEXES	P 51
1. RÉSEAU PARTENAIRE – COLLABORATION	P 52 - 53
2. MATÉRIEL DE PRÉVENTION	P 54 - 56
3. INFORMATION - COMMUNICATION	P 57
4. FONCTIONNEMENT	P 58
5. FORMATION - INFORMATION – COLLOQUES – RENCONTRES	P 59

I - LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

L'année 2017 a été marquée par plusieurs éléments déterminants, tant au niveau associatif qu'à celui, plus sociétal, de la prostitution. Nous avons sur l'année une forte fréquentation sur l'ensemble de nos actions médico-sociales.

Suite à la convention d'habilitation signée par l'Agence Régionale de Santé Occitanie en novembre 2016, permettant à notre structure de pratiquer en milieu associatif des tests rapides d'orientation diagnostique de l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection de l'hépatite C (VHC), nous avons réalisé de nombreux tests sur le camping-car et le local d'accueil, 178 au total. Sur ces 178 TRODs (89 x 2), un seul (VHC) était positif. Nous avons commencé cette action en avril 2017 et au-delà de ces chiffres, ces tests rapides, réalisés à la demande des personnes, nous permettent d'atteindre des publics qui ne fréquentent pas les dispositifs classiques de dépistage. Cela ajoute à nos compétences initiales, 6 personnes de l'association ayant été spécialement formées dans ce but. La Direction générale de la santé, par l'intermédiaire de la CPAM (Caisse primaire d'assurance maladie) du Gard, a financé notre action de dépistage. Nous devons maintenir et accentuer cette action pour que le maximum de personnes soit dépistées et prises en charge au niveau médical, si besoin.

Sur le terrain des addictions et de la consommation de substances psychoactives, nous avons pu accentuer notre action de prévention et de réduction des risques, notamment en sensibilisant les personnes sur les risques liés à la toxicomanie. Nous avons également participé au Mois sans tabac en novembre, ce qui permet d'informer et de soutenir un grand nombre de personnes et de familles sur ce sujet.

Dans un objectif d'information mais également d'échanges de savoirs, nous avons organisé, le 29 septembre 2017, un colloque intitulé: Traite des êtres humains et prostitution. Ce fût une réussite puisqu'il était initialement prévu d'accueillir 100 personnes pour cette journée mais, vu les nombreuses sollicitations de professionnels, futurs professionnels et autres bénévoles, nous avons finalement dû élargir l'auditoire à 137 personnes. Le colloque a attiré de nombreux étudiants, mais aussi des professionnels de divers horizons : collectivité territoriale, médicosocial, politiques, judiciaires. Forts de cette expérience et fiers de ce succès, nous organiserons un prochain colloque à l'horizon 2019 dans le cadre du programme soutenu par l'Etat (DRDFE) et l'Europe (FAMI). Au sujet de l'Europe, cette administration a décidé, par l'intermédiaire du Ministère de l'intérieur, de renouveler notre action « Lutte contre l'exclusion : migration et prostitution » pour trois ans, de 2018 à 2020. Cette action est primordiale pour former et informer sur la migration et la prostitution.

Nous avons obtenu, le 28 novembre 2017 de la Préfecture du Gard, un arrêté portant agrément de l'Association Réflexion Actions Prévention communautaire Rubis (ARAP-Rubis) pour la mise en œuvre du parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle sur le département du Gard. Dans le cadre de cette action, qui a réclamé au préalable notre participation à de nombreuses réunions pour la mise en place de la commission, nous allons contacter les personnes en prostitution de rue et sur internet, les informer et les orienter sur le parcours de sortie de la prostitution, accompagner les personnes dans leur parcours d'insertion socio-professionnelle, et mettre en place ce parcours de sortie de la prostitution sur le département avec nos partenaires. Nous verrons courant 2018 l'ampleur que va prendre cette nouvelle action, qui vient compléter notre action de soutien à l'insertion pour les personnes qui en font la demande, mais également celle destinée aux personnes victimes de traite des êtres humains et du proxénétisme. Ces deux actions en place depuis de nombreuses années permettent de suivre plus d'une centaine de personnes.

Sur nos actions de soutien aux familles, notre LAEP (Lieu d'accueil enfants parents) Mes'anges a encore vu sa fréquentation augmenter cette année avec 123 enfants inscrits et 111 accompagnants. Notre LAEP est ouvert les mercredis et les jeudis, et nous avons dû malheureusement parfois réguler le nombre de personnes et réorienter des familles.

Pour le soutien à la parentalité, nous avons proposé au REAAP une nouvelle action de théâtre - forum de septembre à décembre en partenariat avec la Compagnie des nuits partagées. La CAF du Gard a soutenu cette action, qui a permis aux familles de se questionner sur les questions liées à la parentalité en les mettant en scène, afin d'envisager plusieurs façons de réagir ou de répondre.

Enfin, au niveau de la population prostituée, nous enregistrons une augmentation assez considérable du nombre de personnes différentes rencontrées et suivies entre 2016 et 2017 (+ 41). Dans le détail, c'est davantage notre file active, soit le nombre de personnes prostituées suivies, qui est en forte évolution (331 personnes en 2016 – 382 personnes en 2017). Cela traduit de manière concrète la mutation opérée dans le milieu prostitutionnel, qui envoie vers l'Occitanie une population jeune (30% ont moins de 25 ans, dont 24% ont moins de 20 ans), féminine (90% sont des femmes) et toujours renouvelée. Cela nous pose de nouveaux problèmes et nous oblige à trouver de nouvelles solutions au niveau médico-social.

Nous devons donc chaque jour innover tous en conservant notre proximité. Nos actions de rue et sur internet pour aller vers les personnes demeurent donc une priorité. Pour cela, nous devons continuer de bénéficier du soutien de l'Europe, de l'Etat, ainsi que de l'ensemble des collectivités et des fondations pour maintenir l'ensemble de nos actions et nous adapter à l'évolution des besoins des usagers.

Nous regrettons que la Ville de Nîmes et le département du Gard ne soutiennent plus notre action médico-sociale dans les quartiers prioritaires du contrat ville. Nous avons dû réduire notre action, alors que nous recevons un public qui habite principalement sur ces quartiers.

Pour finir, je tenais à remercier nos partenaires, nos financeurs et les équipes de l'association ARAP-Rubis. Nos salariés et bénévoles ont dû faire face à cette forte augmentation de fréquentation sur l'année 2017, mais ils ont réussi à maintenir l'accès au droit et le soutien des plus vulnérables, malgré des situations de plus en plus complexes.

La Présidente d'ARAP-Rubis

Madame Frédérique THOMAS



II - PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

1. Dénomination

ARAP-Rubis

Association Réflexion Actions Prévention - communautaire « Rubis »

2. Renseignements d'ordre administratif et juridique

Déclaration en préfecture : le 20 novembre 1996 à Nîmes

Date de publication au Journal Officiel : 18 décembre 1996

Statuts approuvés par l'assemblée générale du 12 novembre 1996.

Statuts modifiés le 18 décembre 1997, le 15 mai 1998, le 10 mai 2000, le 10 mai 2007 et le 3 juin 2015.

3. Agréments administratifs

- Décision de Monsieur le Préfet du Gard autorisant l'association ARAP-Rubis à délivrer des seringues stériles.

Attribué par : Préfecture du Gard Date : 27 août 1997

- Arrêté N°00/02731 autorisant une association de bienfaisance à bénéficier des dispositions 1(e) de l'article 200 et du 2 de l'article 38 bis du code général des impôts.

Attribué par : Préfecture du Gard Date : 28 septembre 2000

- Arrêté N°070722 relatif à la composition du Comité de Coordination de Lutte contre l'Infection par le Virus de l'Immunodéficience Humaine.

Attribué par : Préfecture de Région Languedoc-Roussillon Date : 15 novembre 2007

- Arrêté N°080015 autorisant ARAP-Rubis à représenter les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.

Attribué par : Préfecture de Région Languedoc-Roussillon En date du : 16 janvier 2008

- Convention d'habilitation permettant à l'association ARAP-Rubis de pratiquer des tests rapides d'orientation diagnostique de l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection de l'hépatite C (VHC) en milieu associatif.

Attribué par : Agence Régionale de Santé Occitanie En date du : 15 novembre 2016

- Arrêté portant agrément de l'Association Réflexion Actions Prévention communautaire Rubis (ARAP-Rubis) pour la mise en œuvre du parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle.

Attribué par : Préfecture du Gard En date du : 28 novembre 2017

4. Objet de l'association

ARAP Rubis est une association de bienfaisance, loi 1901, d'action de santé communautaire en milieu prostitutionnel sur le Département du Gard, Région Occitanie, France.

L'association a pour objet :

La prévention IST - VIH - Toxicomanie, la réduction des risques, l'accès aux soins, l'accès aux droits fondamentaux, la formation, l'insertion, l'hébergement, le soutien, en direction des travailleurs du sexe.

Le soutien et la protection des victimes de trafic des êtres humains. Le soutien à la parentalité, l'accueil en direction des enfants et des parents.

L'information, la formation des professionnels, des futurs professionnels et des jeunes sur le domaine médico-social et la prostitution.

L'association organisera un accueil de qualité permettant, si la situation l'impose, la mise en place de solutions d'urgence avant la programmation d'un plan à moyen et long terme. Cet accompagnement médico-social se fera en coordination avec les partenaires institutionnels et associatifs pour favoriser l'accès au droit commun.

L'association développera des projets innovants et des actions communautaires à caractère médico-social dans le respect du droit des enfants, des femmes et des hommes. Elle œuvrera pour la professionnalisation des différents intervenants afin d'améliorer la prise en charge globale des personnes et la rendre efficace. De même, elle travaillera dans un esprit fédératif et visera à se rallier aux associations analogues travaillant avec les mêmes objectifs au niveau national, européen et international.

5. Actions de l'association

*** Description du projet associatif**

- ➔ Dans le cadre de son accueil principal : action médico-sociale en direction des personnes prostituées en risque de prostitution et leur entourage
- ➔ Dans le cadre de son Lieu d'Accueil Enfants Parents : l'accompagnement des familles du département
- ➔ Dans le cadre de l'action « Migration et prostitution : l'information des professionnels, futurs professionnels, bénévoles et stagiaires

*** En détail:**

- Prévention, information, soutien au sujet du VIH, IST, hépatites, contraception.
- Réduction des risques et information sur les drogues.
- Accès à l'autonomie par l'accès aux différentes structures médico-sociales et associatives.
- Suivi médico-social et accompagnement par des professionnels.
- Aborder les problèmes liés à l'exercice de la prostitution: sécurité, santé, prévention, sexualité, droit à la maternité et au rôle de mère, parentalité, contraception.
- Accès à la citoyenneté et au droit commun. Favoriser l'estime de soi et les échanges basés sur le respect.
- Lutte contre l'exclusion et les discriminations, particulièrement du public migrant et des LGBT.
- Suivi et soutien des personnes en insertion.
- Soutien à la parentalité
- Sensibilisation des professionnels aux problématiques des personnes migrantes en situation de prostitution.

*** 4 pôles**

VIH / Santé

Social

Ressources / Insertion

Intégration

*** Activités habituelles:**

- Accueil médico-social : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 14h00 à 18h00
- Accueil insertion : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 10h30 à 12h00
- Permanence médico-sociale : jeudi de 15h00 à 18h00
- Permanence psychologique : mardi de 9h00 à 16h00 sur rendez-vous
- Permanence sociale et parentalité: mardi de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 18h00 sur rendez-vous
- Groupe parentalité : un mercredi par mois de 13h à 15h de septembre à décembre
- LAEP: mercredi et jeudi de 10h00 à 13h00 et de 15h00 à 18h00
- Accompagnements et entretiens : sur rendez-vous
- Hébergement, convention à l'ALT et aide d'urgence
- Lieu de documentation et d'information : journaux, affiches, dépliants, brochures, multimédia
- Numéro de téléphone d'urgence 24/24h sur le répondeur de l'association
- Organisation de séances d'information et de sensibilisation des professionnels, futurs professionnels, bénévoles et stagiaires aux problématiques liées à la prostitution et à la migration
- Participation à des manifestations publiques telles que le forum des associations, le Sidaction..., ou à des réunions externes de réseaux auxquels nous appartenons
- Conseil et information juridique : sur rendez-vous
- Accueil et accompagnement spécifique de personnes victimes de traite des êtres humains
- Réalisation de TROD (Test rapide à orientation diagnostique)
- Accompagnement des personnes engagées dans le parcours de sortie de prostitution

6. L'équipe

Nombre total de salariés permanents : 7

- Un chargé de mission : M. MARTIN Frank : 35h/semaine
- Trois animateurs : Mme PACTON Brigitte (35h/semaine) - M. TAHRI Alex (35h/semaine) - Mme HORN Sandra (20h/semaine)
- Un agent administratif : M. FERRAND Frédéric (20h/semaine)
- Une psychologue : Mme MIGLIORINI Caroline (24h/semaine)
- Une éducatrice spécialisée : Mme TERREN Amandine (35h/semaine)

Nombre total de service civique en 2017 : 2

- service civique de 8 mois : M. ABASSE Idaroussi (24h/semaine) et M. VEYRUNE Simon (24h/semaine)

Salariés en CDI : 6 , salariés en **CDD** : 1, dont salariés à temps partiel : 3

Emplois aidés : 1

6,5 **E.T.P** (Équivalent Temps Plein)

Montant des **rémunérations et avantages** des membres du conseil d'administration ou de l'organe délibérant en tenant lieu : 0 Euro

Vacataires / conventionnés travaillant pour l'association (sous forme de conventions d'honoraires): 6

- Deux infirmières : Mme MARTELLET Isabelle et Mme REYMOND Marie-Thérèse
- Un comptable : M. CROSSET Pierre Luc
- Un commissaire aux comptes : Mme VENERUS Evelyne jusqu'en juin 2017 puis Mme DEMEURE Clothilde
- Un psychologue superviseur : M. ACHACHE

Nombre d'adhérents de l'association (à jour de la cotisation statuaire au 31 décembre 2017): 40

25 femmes et 9 hommes

Bénévoles: Nous remercions très sincèrement tous les bénévoles de l'association, au nombre de 15, dont le concours nous est primordial. Pour l'année, le temps de travail des bénévoles est équivalent à **1,6 E.T.P.** (Équivalent Temps Plein) salariés, soit **3306 heures de travail.**

Travail réalisé par les bénévoles:

- Permanences médico-sociales et suivi des dossiers
Nombre de personnes : 1 / Nombre total d'heures : 142

- Accueil au local : Information / Orientation / Introduction / Accompagnement
Nombre de personnes : 14 / Nombre total d'heures effectuées : 2032

- Camping-car
Nombre de personnes : 3 / Nombre total d'heures effectuées : 388

- Parentalité : Régulation / Equipe / LAEP
Nombre de personnes : 3 / Nombre total d'heures effectuées : 136

- Vie associative : Administration / Suivi des dossiers / Gestion / Réunion conseil administration / Réunion d'équipe / Régulation équipe / Réunion avec les services partenaires / Interventions / Education à la santé et prévention dans les services / Forum des associations / Réunions Information.
Nombre de personnes : 15 / Nombre total d'heures effectuées : 608

7. Moyens matériels de l'association

* Un Local 23 rue de Beaucaire :

Depuis le mois d'avril 1997, l'association loue un local au **23 rue de Beaucaire à Nîmes**. D'environ 70 m², celui-ci comprend une pièce d'accueil, aménagée en deux parties grâce à une cloison vitrée. Un hall pourvu de placard conduit à deux bureaux : un réservé au Chargé de Mission, l'autre à l'administratif. Ce local possède un chauffage central au gaz, un WC et deux points d'eau. Il dispose par ailleurs d'une cour. Afin d'étendre les capacités d'accueil, cette cour a été couverte au cours de l'année 2006. Par ailleurs, l'espace d'accueil est aménagé pour être chaleureux (canapé, table, chaises, frigo congélateur, four micro-ondes).

Le local est ouvert au public le lundi, mardi, jeudi, vendredi de 14h00 à 18h00 sans rendez-vous. Sur rendez-vous pour entretien et accompagnement, il est ouvert le lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h à 18h (sauf au mois d'août). Le local est également utilisé pour les assemblées générales, les conseils d'administration, les réunions d'équipe et de supervision, les soirées, les portes ouvertes, les rencontres avec nos partenaires et futurs partenaires.

Toute l'année, sauf au mois d'août, plusieurs rendez-vous y sont organisés :

- Permanence médico-sociale, le jeudi
- Permanence d'accès au droit le mardi

* Un local 8 rue de Beaucaire

Depuis le mois novembre 2014, l'association loue un local au **8 rue de Beaucaire à Nîmes**. D'environ 70 m², celui-ci comprend une grande pièce d'accueil et un bureau. Ce local possède un chauffage électrique, un WC et un point d'eau. Ce local permet d'étendre les capacités d'accueil, notamment pour les groupes d'enfants dans le cadre de l'action LAEP (Lieu d'Accueil Enfants Parents) et le groupe de soutien à la parentalité (action clôturée fin juin 2016).

Toute l'année, sauf au mois d'août, plusieurs rendez-vous y sont organisés :

- * LAEP (Lieu d'Accueil Enfants Parents) : mercredis et jeudis de 10h00 à 13h00 et de 15h00 à 18h00.
- * Permanence sociale, le mardi de 9h00 à 18h00 (sur rendez-vous)
- * Permanence psychologique, le mardi de 9h00 à 16h00 (sur rendez-vous)
- * Permanence/accueil Lutte contre l'exclusion, migration et prostitution: lundi et vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 18h00

* Un camping-car:

Pour se rendre au-devant des personnes pratiquant la prostitution au centre ville et sur les grands axes routiers du département du Gard, de jour comme de nuit, l'association dispose d'un camping-car.

Les sorties se font toute l'année (sauf au mois d'août) sur les routes du département du Gard le lundi, mardi, vendredi de 14h00 et 19h00, et le mercredi de 22h00 à 2h00 sur le centre ville de Nîmes.

Le camping-car est également utilisé pour diverses manifestations publiques (Forum des associations...). Comptabilisant 82 048km, **nous avons effectué à son bord 9431 kilomètres**, soit un chiffre moindre à 2016 (10149 km parcourus).

* Parc informatique :

L'association dispose de plusieurs **ordinateurs** : Un MacBook utilisé par le Chargé de Mission, un PC utilisé par l'ensemble de l'équipe, un iMac (2008) utilisé par l'Agent Administratif, un PC portable utilisé par l'éducatrice spécialisée, un Mac pro portable utilisé par la psychologue, une photocopieuse – imprimante en location, une imprimante couleur.

* Sites web :

<http://www.arap-rubis.org/> : site général ARAP Rubis

<http://www.integration-rubis.fr>: site dédié à l'action « Lutte contre l'exclusion : migration et prostitution ».

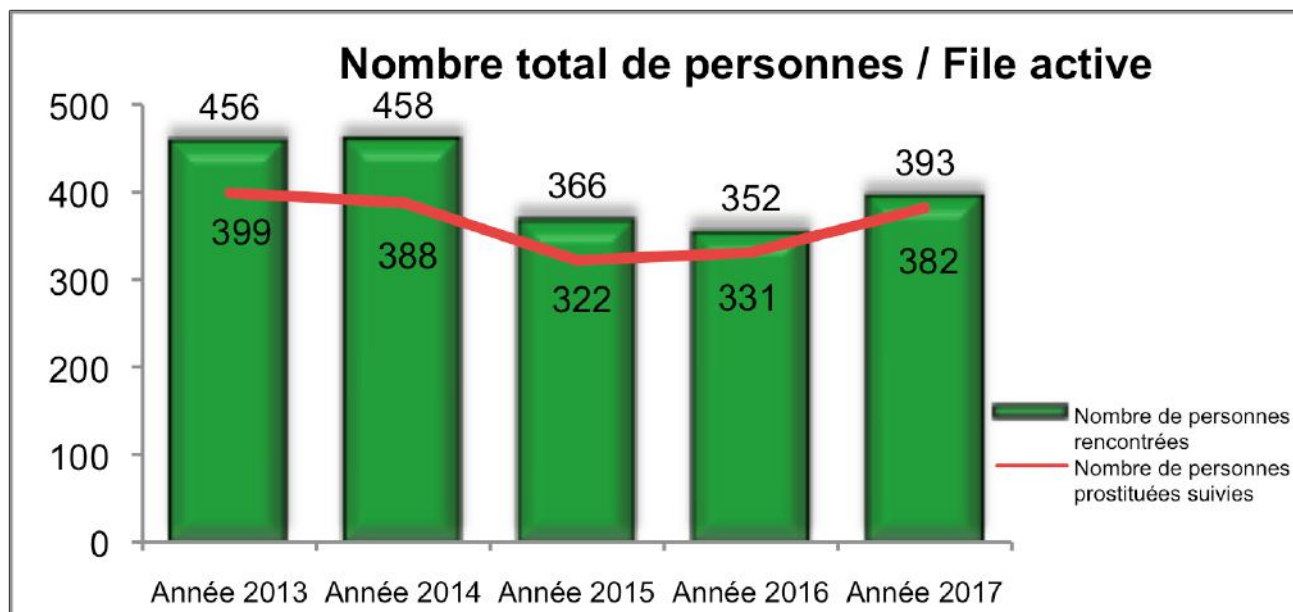
* Autres équipements au local :

Deux box internet / téléphone vers les fixes sans majoration, deux téléphones fixes, un téléphone-fax, trois téléphones portables confiés à l'équipe.

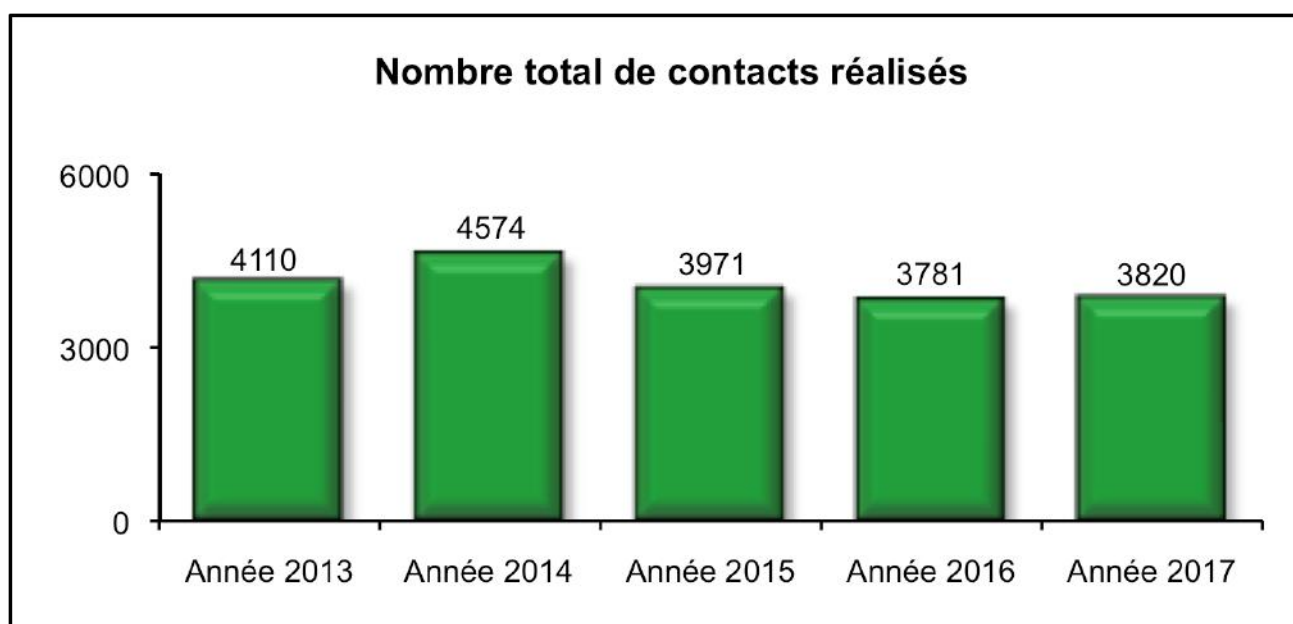
Cette année, nous avons changé les bureaux du chargé de mission, de l'agent administratif et l'animatrice de prévention.

III - POPULATION ACCUEILLIE PAR L'ASSOCIATION

Plus que l'augmentation de personnes différentes rencontrées entre 2016 et 2017 (+41), c'est davantage notre file active, soit le nombre de personnes prostituées suivies, qui est à souligner. Nous notons un singulier rapprochement entre ces deux données, manifestation d'un **resserrement autour de notre public cible originel**. Cela témoigne d'un autre phénomène, qui ne fait que s'accroître année après année: l'arrivée continue sur notre territoire de personnes prostituées nouvelles, souvent jeunes et d'origine hors Européenne. Sur ces 382 personnes, 90% sont des femmes, 30% ont moins de 25 ans, dont 24% ont moins de 20 ans, 77% sont des migrants, 70% sont des parents et 60% habitent les quartiers contrat ville. 41% sont en demande d'insertion.

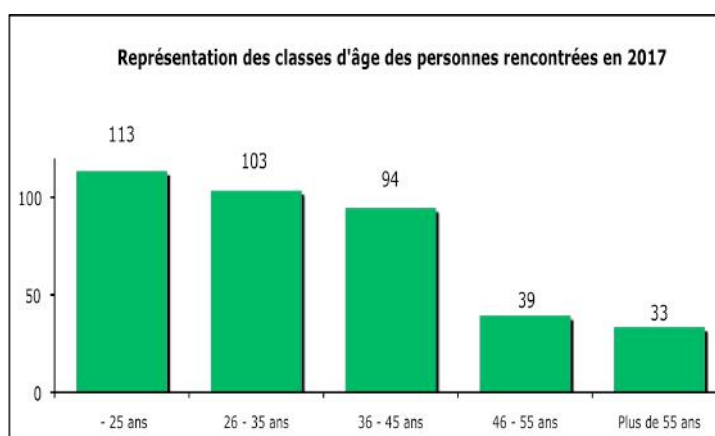


✧ **L'association rencontre davantage de personnes différentes**, elle enregistre aussi légèrement plus de contacts différents. Ceux-ci n'auraient toutefois être plus élevés si nous n'avions pas dû fermer partiellement notre accueil en juillet suite à l'annonce de l'ARS Occitanie de diminuer notre financement. Par ailleurs, les personnes que nous suivons rencontrent des difficultés toujours plus grandes, traduction manifeste de la complexification croissante de nos sociétés.

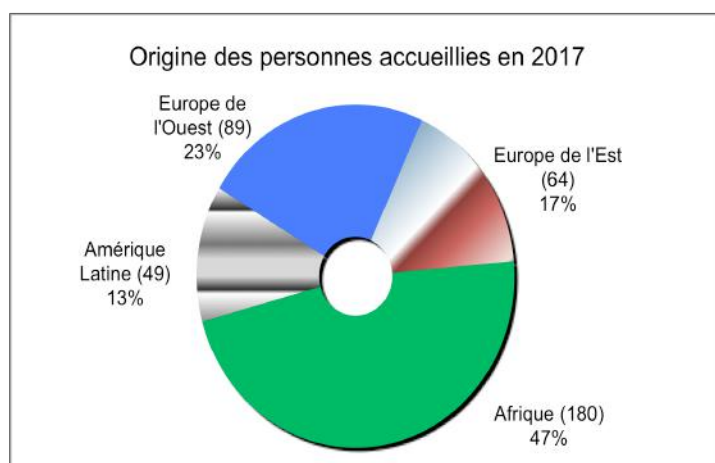




⇨ En 2016, la part des femmes était de 86%, soit 283 personnes. En 2017, ce taux est passé à 90%, soit 344 personnes. Année après année, nous assistons à la **féminalisation accentuée de la population prostituée rencontrée**, qui supplante progressivement les hommes et surtout les transgenres.



⇨ En 2017, sur les 382 personnes de notre file active, 30% ont moins de 25 ans, dont 24% ont moins de 20 ans. **Le rajeunissement de la population prostituée rencontrée se renforce chaque année.**



⇨ La répartition des personnes accueillies est également en évolution constante. La part des personnes africaines est passée de 36% en 2016 à 47% en 2017, soit concrètement de 119 à 180 personnes. Ce changement traduit une **modification du sens des migrations**, avec un ralentissement marqué des personnes venues d'Europe de l'Est et d'Europe de l'Ouest, le pourcentage de celles originaires d'Amérique Latine demeurant stable.

Difficultés et problématiques

ARAP-Rubis est une association communautaire d'action médico-sociale œuvrant en direction des personnes prostituées et leur entourage proche. Le public que nous accueillons présente des **caractéristiques très particulières**. En 2017, voici un aperçu des difficultés rencontrées:

✧ Les personnes que nous accueillons se sont prostituées, se prostituent (de manière occasionnelle ou régulière) ou sont en risque de prostitution. Cette population est principalement jeune (29,5% des personnes ont moins de 25 ans), toujours renouvelée (**108 nouvelles personnes en 2017**, 91 en 2016, 85 en 2015) et essentiellement féminine (90% de notre file active - 86% en 2016).

✧ Le pourcentage de personnes migrantes rencontrées (77% en 2017) est en augmentation constante année après année, ce qui complexifie d'autant plus nos missions. 61% d'entre elles viennent d'Afrique, 22% d'Europe de l'est, 17% d'Amérique du Sud. La grande partie de ces personnes a d'extrêmes difficultés à comprendre, lire ou écrire le français. Leur niveau scolaire est assez bas, la plupart n'étant pas dépassé le niveau de la 3^e (collège), certaines n'étant jamais allées à l'école. Face aux difficultés de compréhension du français, la réception du moindre document administratif est problématique. Cela motive un passage au local d'accueil, afin que les informations leur soient données oralement. Il est par ailleurs évident qu'en la circonstance, la prévention est difficile à réaliser et demande elle-même des moyens importants. Au centre-ville, **95% des personnes rencontrées sont des femmes migrantes**.

✧ En 2017, 50% des personnes que nous accueillons n'ont **pas de revenus** (46% en 2016), 38% sont bénéficiaires des minima sociaux, 6% de l'AAH. Comme en 2015 et 2016, moins de 5.5% des personnes disposent d'un revenu professionnel. Ces pourcentages révèlent la détresse de notre public, allant en s'aggravant. 25% des personnes rencontrées au local ont bénéficié d'une aide à la vie quotidienne, majoritairement alimentaire (les aides alimentaires sont en augmentation régulière).

✧ Nous constatons que les personnes rencontrent **davantage de difficultés à être autonomes** vis à vis des institutions (CAF, Préfecture...) du fait de la nécessité de prendre rendez-vous de plus en plus souvent par le biais d'internet. L'incitation forte pour que les personnes utilisent internet pour l'ensemble de leurs démarches administratives handicape celles maîtrisant mal le français ou l'outil informatique tout en excluant les plus précaires.

✧ Les personnes viennent à notre rencontre suite à une **orientation** donnée par les membres de la communauté ou nos partenaires (Dispositif Ac-sé, services sociaux, associations, MLJ, Police, centre de planification et d'éducation familiale...). 33% des personnes sont rencontrées à la fois sur le lieu mobile d'accueil (camping-car) et au local d'accueil.

✧ La **multiplication des PV** dans le cadre de l'arrêté pour assurer la tranquillité, la sécurité ou la salubrité publique oblige les personnes se prostituant sur Nîmes à poursuivre cette activité pour payer les amendes. De plus, pour les personnes victimes de proxénétisme et de traite des êtres humains, le paiement des amendes les contraint à rester plus longtemps sur leur lieu de prostitution afin de répondre aux différentes pressions financières qu'elles subissent. Souvent ces amendes restent impayées. Par ailleurs, les personnes s'éloignent des lieux de prostitution traditionnels pour se cacher dans des endroits plus excentrés, ce qui les met en danger et nous conduit à changer nos circuits de tournées en camping car. Au demeurant, l'absence de revenus et la pression des réseaux les poussent également à être aussi présentes qu'avant.

✧ Sur de nombreux lieux de prostitution, la pression exercée par les forces de l'ordre nous oblige à **adapter fréquemment nos modes d'intervention** (horaires de sortie, prospection sur de nouvelles routes). Dans le Gard, les personnes prostituées rencontrées venant d'Europe de l'Est ont reçu des obligations de quitter le territoire, et pour certaines même une interdiction de territoire. La méfiance engendrée fait qu'elles ne souhaitent pas se rendre dans les services d'accès à la santé, même quand elles sont malades.

✧ La **loi de lutte contre le système prostitutionnel** du 13 avril 2016 a engendré beaucoup de stress chez les personnes que nous accueillons et fait fuir leurs clients. Pour compenser la perte de revenus, les personnes restent beaucoup plus longtemps sur leur lieu de prostitution. Certaines se prostituent le jour et la nuit. La fatigue conduit un certain nombre à utiliser des substances excitantes pour se tenir éveillées. Cela entraîne des comportements à risques sur le plan sanitaire (addiction aux produits ou la non utilisation de préservatif à la demande du client). Cette constatation que nous avons fait sur 2016 perdure

en 2017. A cela s'ajoute un grand isolement des personnes se prostituant. Un autre des effets de cette loi a été de populariser l'usage d'internet à des fins prostitutionnels. La prostitution est en forte augmentation sur le net par l'intermédiaire des chats, sur des sites, sur les réseaux sociaux et sur des applications de rencontres.

✧ Toujours suite à la mise en application de la loi de lutte contre le système prostitutionnel et de pression de la police, de nombreuses personnes sont en recherche **d'insertion professionnelle** - difficile dans le Gard avec un taux de chômage supérieur à la moyenne. Dans l'attente, elles rencontrent des difficultés financières pour assurer la vie quotidienne mais surtout à l'occasion du paiement de factures importantes. De plus, des difficultés peuvent être notées dans le nombre de places disponibles afin de concrétiser l'apprentissage de la langue Française, ce qui bloque tout le processus d'intégration et d'insertion.

✧ Concernant les personnes titulaires d'un **titre de séjour pour étrangers malades**, toutes se sont trouvées en difficulté financière et d'insertion face au nouveau système de renouvellement de ce document. Nous notons une amélioration pour l'attribution de l'AME. Nous disposons également depuis fin 2017 de carte de transport de Nîmes métropole à 9,90€/mois pour les personnes disposant de l'AME et de la CMU. Le changement de modalité pour la délivrance de carte de bus solidarité a permis aux personnes de faciliter leur engagement dans des actions d'insertion et d'accès à la santé en facilitant leurs déplacements.

SITE ARAP-RUBIS

<http://www.arap-rubis.org/>

Réponses

L'association doit sans cesse s'adapter à la population qu'elle accueille.

- Outre son volet de pénalisation des clients qui a inquiété les personnes prostituées, la Loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et accompagner les personnes prostituées ouvre des **perspectives en terme d'insertion et de lutte contre le proxénétisme et la traite des êtres humains**. ARAP Rubis participe depuis toujours à la prévention de la prostitution et de l'accompagnement social et professionnel des personnes prostituées. Afin de poursuivre au mieux cet accompagnement, l'association a demandé, fin 2016, l'agrément concernant le parcours de sortie de prostitution. Obtenu en novembre 2017, l'association a déjà commencé à travailler avec les personnes susceptibles de bénéficier de l'accompagnement dans le parcours de sortie de prostitution.

- Dans le cadre du **parcours de sortie de notre action sur la prostitution, l'insertion et l'intégration des migrants**, nous enregistrons une augmentation du nombre de personnes victimes accompagnées dans leurs démarches de régularisation administrative, particulièrement auprès de l'OFII. Ces personnes souhaitent **sortir des réseaux de trafic d'êtres humains**. Nous les accueillons, les informons, les aidons à rédiger leur histoire de migration et soumission au réseau, et les accompagnons dans leurs démarches auprès de la police.

✧ Nous n'avons pas assez d'intervenants qui parlent anglais, ce qui ne permet pas aux personnes anglophones de pouvoir bénéficier d'un soutien à l'accès aux soins plus performant. Toutefois, la psychologue attachée à l'association a suivi une formation afin de prendre en charge les personnes **de manière plus efficiente** et notre bénévole américaine anglophone nous apportent une aide précieuse avec les personnes victimes de la traite des êtres humains, notamment au niveau de leurs écrits. Cela facilite les échanges pour les premiers entretiens concernant le récit de leur vie lorsque qu'elles souhaitent déposer plainte. Nous orientons les personnes vers l'association Rebonds quand leur situation administrative nécessite de faire des recours auprès de l'OFPPRA.

- Face à l'**augmentation du nombre de jeunes filles** de moins de 18 ans (24% des personnes rencontrées ont moins de 20 ans), nous réalisons systématiquement des signalements lorsque nous rencontrons des jeunes mineurs. Ensuite, nous accompagnons les jeunes dans le cadre de leur suivi avec les services de la protection de l'enfance. Ils sont souvent isolés, car issus de l'immigration ou en rupture familiale, ce qui les rend plus vulnérables et complique les accompagnements.

- En 2016, il était envisagé de mettre à disposition un **questionnaire de satisfaction sur la qualité des conditions d'accueil et l'accompagnement** proposé. Il était prévu que 95% des 350 personnes accueillies en 2017 répondent à ces questionnaires de satisfaction réalisés par notre association. Cela représentait un total de 325 questionnaires différents produits en 2017. Notre association a rencontré plusieurs problèmes dans cette application. Tout d'abord, un problème méthodologique portant sur la base même du calcul. Le chiffre de 325 s'applique-t-il à la file active de notre association ou à tous les contacts cumulés? Ensuite, nous attendions la signature de la convention ARS comportant les indicateurs modifiés pour commencer l'opération. Celle-ci nous a été délivrée en septembre, date où nous avons entrepris de faire remplir ces questionnaires de satisfaction. Entre septembre et décembre 2017, nous avons réalisé 104 questionnaires en 2017, ce qui, mis au prorata, nous place dans la bonne perspective. Nous avons aussi de réelles difficultés pratiques. Ainsi, est-il concrètement réalisable de faire remplir un questionnaire à une personne sortant de son rendez-vous avec la psychologue avant d'en faire remplir un autre après son rendez-vous avec l'assistante sociale, souvent la même journée? Enfin, de nombreux intervenants, devant le refus des personnes de répondre aux questionnaires, ont omis la croix à cocher s'appliquant à ce choix, ce qui fait que nous ne pouvons pas les comptabiliser.

- Nous avons créé, entretenu ou développé, **plusieurs partenariats**. En terme de dépistage, nous maintenons notre partenariat avec le CeGIDD (Nîmes et Bagnols surCèze) tant sur les orientations que lors de sorties communes avec notre camping-car. Pour l'accompagnement et la mise à l'abri des personnes victimes de traite des êtres humains, nous travaillons étroitement avec Ac-sé. Le partenariat avec l'Espelido nous permet de mieux répondre aux demandes d'insertion. Nous avons le projet de développer un partenariat avec le Conseil Départemental regroupant le Centre de planification et d'éducation familiale, les services sociaux départementaux et la protection maternelle infantile du Gard. Nous avons également une collaboration avec un médecin de ville, avec le CHRU pour les soins (convention avec SMIT), avec LOGOS pour ce qui relève des addictions, avec Pôle emploi. Nous avons en outre des projets de conventions avec la Croix Rouge et avec le CLAT. Et nous continuons à participer activement au COREVIH.

- En 2016, 6 personnes de l'association ont suivi une formation animée par le COREVIH et financée à l'ARS Montpellier afin de pouvoir réaliser des TROD (tests rapides d'orientation diagnostique) VIH et VHC sur le local d'accueil et le camping-car. Cette offre de TROD est complémentaire à l'offre de dépistage local et régional. En 2017, 89 **TROD VIH et VHC** ont été réalisés, essentiellement à l'accueil (près des 2/3 tiers) et majoritairement sur des femmes (78 sur 89 personnes).

- Afin de favoriser toujours plus l'accès au droit commun et lutter efficacement contre les exclusions, l'association loue trois appartements pour réaliser des **hébergements**. ARAP-Rubis travaille en partenariat avec l'ensemble des structures d'hébergement du département pour répondre aux différentes demandes.

IV. FINANCEMENT DES ACTIONS : multiplicité et complémentarité

Nous sommes subventionnés dans nos différentes actions par des financements des services médico-sociaux et collectivités publiques, ainsi que par les structures privées d'envergure nationale.

Pôle VIH – Santé

- Agence Régionale de Santé (ARS) Occitanie
- Sidaction
- Solidarité Sida
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Gard (CPAM)
- Mission Interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA)

Pôle Social

- Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DRDFE) Occitanie
- Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) du Gard
- Fondation Dumeste
- Conseil Départemental du Gard
- C.A.F. du Gard.
- Ville de Nîmes
- Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET)
- Fondation EDF
- Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD)

Pôle Ressources – Insertion

- Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DRDFE) Occitanie
- Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) du Gard
- La Région Occitanie

Pôle Intégration

- Europe Fonds Asile Migration Intégration (FAMI)
- Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DRDFE) Occitanie

(Les rapports financier, moral de l'association ARAP-Rubis et du commissaire aux comptes 2017 sont disponibles au local de l'association).

V - PÔLE VIH SANTÉ

PÔLE VIH SANTÉ

1 - ACCUEIL INDIVIDUALISÉ ET PRÉVENTION AU LOCAL

Principe :

Le local de l'association est un lieu de repos, de parole, d'écoute active, de rencontre, d'échange. Le matériel de prévention mais aussi les documents d'information sur les I.S.T., hépatites, VIH, la polytoxicomanie, la contraception, l'insertion, la formation... sont largement mis à la disposition des personnes. Boissons chaudes et froides, mais aussi collations permettent par ailleurs de créer un climat de confiance et de convivialité.

Le local est ouvert au public le lundi, mardi, jeudi, vendredi de 14h00 à 18h00 et uniquement sur rendez-vous de 10h30 à 12h00 (sauf au mois d'août).

Objectifs :

- * Information et prévention, VIH / IST / Hépatites.
- * Accès aux soins et aux dépistages. Soutien et observance des traitements.
- * Information sur le droit des femmes et la contraception.
- * Accès au droit commun. Lutte contre les exclusions. Accès à l'autonomie.
- * Identification des besoins et orientation des personnes vers les diverses permanences proposées par l'association et/ou les services médico-sociaux, puis suivi de l'action engagée.
- * Information sur les drogues. Réduction des risques toxicomanies.

Méthodologie :

- Pharmacie - petits soins - hygiène courante - contraception d'urgence - dépistages et TRODs VIH/ VHC - vaccination hépatite B - constat d'agression / accompagnement d'urgence.
- Accès au matériel de prévention et d'hygiène. Échange de seringues - récupération de matériel usagé.
- Clarification des situations médico-sociales. Faciliter l'accès au droit commun et aux soins des personnes rencontrées. Information des personnes sur la législation.
- Mise à disposition du téléphone, fax, internet pour prendre contact avec les services et associations médico-sociales. Explication et aide pour la rédaction de lettres, documents ou formulaires.
- Préparation et accompagnement auprès de ces mêmes services et associations.
- Accueil des personnes en situation de risque de prostitution : information, orientation, et si nécessaire accompagnement. Suivi hebdomadaire et individuel des personnes ayant quitté la prostitution.
- Diffusion de dépliants, accompagnés de messages de prévention de la part d'un intervenant, de manière systématique pour les personnes migrantes et nouvelles arrivantes.

Résultats :

* Après plusieurs années de hausse spectaculaire, **la fréquentation du local a amorcé une baisse en 2015**. 2017 se maintient au même niveau (221 personnes rencontrées contre 220 en 2015), mais avec un nombre de permanences d'accueil moindre (191 contre 200 - 9 permanences d'accueil de moins en juillet car diminution des cofinancements et annonce de diminution financière de l'ARS). De son côté, le nombre des contacts se rétablit au seuil de 2015 (2533 en 2017 contre 2479 en 2016 et 2531 en 2015). Nous voyons donc les personnes un peu plus souvent au local d'accueil. Au constat du nombre de personnes "extérieures" à notre public spécifique en diminution constante, cela traduit de manière tangible le besoin d'aide, de soutien et d'accompagnement de la population prostituée se déplaçant jusqu'à nous, et par extension la pression toujours plus forte que ces personnes ressentent au quotidien.

* 86 personnes se sont rendues au local associatif suite à un contact ou un entretien sur le lieu d'accueil mobile. Au local d'accueil, les personnes rencontrées sont majoritairement des **résidentes de Nîmes** qui se prostituent dans la rue ou sur internet. Les personnes rencontrées sur les axes routiers résident plutôt sur le département mais loin de Nîmes ou hors département. En 2017, nous avons rencontré davantage de personnes sur le lieu d'accueil mobile que sur le local d'accueil.

* 221 personnes prostituées ont été reçues au moins 1 fois en permanence d'accueil et ont bénéficié d'au moins d'un **entretien individuel**.

* Nombre d'heures de permanence d'accueil: 764 heures (contre 880h en 2016, compte tenu de la diminution de la subvention ARS: 9 permanences en moins). 55% des personnes reçues à la permanence d'accueil de jour se sont vues remettre une **plaquette de présentation de l'association et du parcours usager**. Les résultats des questionnaires de satisfaction montrent que les personnes ont une bonne opinion de la manière dont sont menées les actions. Le taux de 55% s'explique car cette action a été mise en place en cours d'année. De même, 34% des personnes ont participé à un entretien individuel et rempli

le document d'évaluation de cet entretien. Pareillement, ce questionnaire d'évaluation a été mis en place en cours d'année, d'où un pourcentage assez bas.

Observations :

■ La précarité et les difficultés d'insertion professionnelle poussent les personnes dans des **situations médico-sociales compliquées**, ce qui nécessite de nombreuses interventions de l'association. Néanmoins, nous notons une amélioration de la santé des personnes isolées suite à une meilleure observance. Cela est essentiellement dû à un accompagnement régulier organisé auprès des médecins par les infirmières et les animateurs.

■ Notre public est composé de différentes nationalités. La culture, la religion, les connaissances sont un frein à l'accès à la **contraception**. Le travail d'information et d'accompagnement depuis plusieurs années commence à montrer des signes positifs. On remarque une adhésion plus facile à un moyen contraceptif autre que le préservatif.

■ Dans le cadre du suivi gynécologique des personnes bénéficiaires de la CMU, les ruptures dans le processus de renouvellement de la CMU, les dépassements d'honoraire et la stigmatisation leur font renoncer à un suivi dans le secteur privé. Les difficultés rencontrées pour le renouvellement de l'AME entraînent souvent des **ruptures** dans la prise de contraceptifs. Dans ce cas, nous orientons ou accompagnons les personnes non protégées auprès de centres de planification et d'éducation familiale.

■ Au niveau des **dépistages**, notre travail se poursuit pour inciter cette population à se faire dépister régulièrement.

■ Les personnes prostituées sont de plus en plus confrontées aux demandes de clients pour des rapports sexuels sans préservatif. Le besoin d'argent cumulé à un moindre nombre de clients explique que beaucoup acceptent. Informés de ce fait, nous amplifions nos actions préventives et proposons de **nouveaux moyens de prévention**, comme la PrEP.

■ Les personnes fragiles et isolées peuvent bénéficier d'un accompagnement pour le suivi de leurs **pathologies**. Celles qui en bénéficient dégagent rapidement un sentiment de mieux-être.

Intervenants internes :

1 chargé de mission, 3 animateurs, 1 infirmière, 1 agent administratif, 1 éducatrice spécialisée, des bénévoles, des stagiaires.



2 – ACCUEIL INDIVIDUALISÉ ET PRÉVENTION SUR LE LIEU D'ACCUEIL MOBILE

Principe :

Le camping-car est notre lieu d'accueil mobile. Comme le local, c'est un lieu de repos, de parole, d'écoute active, de rencontre, d'échange, où se diffusent matériel de prévention et documents d'information. Boissons chaudes, froides et collations y sont servies.

Permettant souvent une première prise de contact pouvant amorcer un travail à plus long terme, le camping-car est donc une pièce essentielle de notre association. Le camping-car nous permet d'avoir un contact direct avec les personnes sur l'ensemble des sites de prostitution du Département du Gard et de la Ville de Nîmes.

Les sorties se font toute l'année (sauf au mois d'août) sur les routes du département du Gard le lundi, mardi, vendredi de 14h00 et 19h00, et le mercredi de 22h00 à 2h00 sur le centre-ville de Nîmes.

Objectifs :

- * Information et prévention, VIH / IST / Hépatites. Accès aux soins et aux dépistages.
- * Soutien et observance des traitements.
- * Information sur le droit des femmes et la contraception.
- * Accès au droit commun. Lutte contre les exclusions / Insertion. Accès à l'autonomie.
- * Identification des besoins et orientation des personnes vers les diverses permanences proposées par l'association et/ou les services médico-sociaux, puis suivi de l'action engagée.
- * Information sur les drogues. Réduction des risques toxicomanies.

Méthodologie :

- Régularité des interventions, afin de renforcer le lien de confiance avec les personnes.
- Interventions par équipes de 2 personnes / Assurer une présence de proximité / Affirmer notre présence sur le terrain / Rompre l'isolement des personnes, particulièrement celles situées loin des agglomérations.
- Accès au matériel de prévention et d'hygiène / Echange de seringues - récupération de matériel usagé.
- Pharmacie - petits soins - hygiène courante - contraception d'urgence - dépistages et TRODs VIH/ VHC - vaccination hépatite B - constat d'agression / accompagnement d'urgence.
- Évaluer en contexte réel les besoins et demandes des personnes exerçant l'activité prostitutionnelle. Analyse des situations ouvrant sur des accompagnements / introductions / orientations.
- Développer l'orientation médico-sociale pour mieux soutenir l'accès aux soins des plus démunis.

Résultats :

* En 2017, l'association a réalisé **quatre sorties hebdomadaires en camping-car** sur le centre-ville de Nîmes et les grands axes routiers du département du Gard, soit 146 sorties. Cela représente 730 heures de tournées. Nous y avons rencontré 235 personnes (200 personnes en 2016) au cours de 1297 contacts (1302 en 2016). A contrario des années précédentes, où notre lieu d'accueil mobile rencontrait sensiblement le même nombre de personnes, la hausse de cette année traduit, plus qu'un changement au niveau des méthodes de prostitution, l'arrivée continue de nouvelles personnes victimes de la traite des êtres humains, contraintes de se prostituer dans la rue. L'association a en outre effectué 5 tournées exploratoires (sur de nouveaux axes).

* **Les personnes rencontrées sont majoritairement des femmes** (228 sur un total de 235 personnes). En centre ville, la population prostituée rencontrée se compose à 95% de femmes d'origine étrangère (90% en 2016). Sur les axes routiers du département, nous rencontrons de plus en plus de femmes étrangères.

* C'est dans le camping-car que l'association distribue essentiellement le **matériel de prévention et d'hygiène**. Ainsi, près de 65% des préservatifs masculins sont remis aux personnes depuis notre lieu d'accueil mobile, 40% des préservatifs féminins, ainsi que 60% des gels mains et 57% des gels tube.

* Nous avons poursuivi notre **partenariat avec le CeGIDD de Nîmes** (Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et de Diagnostique), une infirmière participant aux sorties du camping-car un mercredi par mois sur différents lieux pour réaliser des dépistages. En 2017, 6 sorties ont été effectuées. Au cours de 55 entretiens sur le camping-car avec le CeGIDD, 11 personnes ont été dépistées par prise de sang, 6 personnes ont été orientées vers d'autres CeGIDD (Avignon, Lyon) que celui de Nîmes. 5 personnes ont été orientées vers un dépistage par TROD car en difficulté pour aller chercher les résultats.

Observations :

■ Face à l'augmentation du nombre de personnes rencontrées, nous avons dû **réaménager une sortie du lieu d'accueil mobile**, la divisant en deux parties pour consacrer davantage de temps à chaque personne. Depuis, nous réalisons alternativement ce parcours.

■ Sur le lieu d'accueil mobile, nous rencontrons davantage de personnes qui ne viennent pas à Nîmes, ce qui nous oblige à trouver des **alternatives** : orientations et/ou mises en relation auprès des services de santé proches de leur lieu d'habitation. Nous avons par ailleurs réalisé 170 **actions collectives** durant les tournées, plus fréquentes la nuit sur le centre-ville de Nîmes.

■ Concernant notre **partenariat avec le CeGIDD**, l'objectif est d'inciter les personnes à effectuer d'elles-mêmes les dépistages et soins en améliorant la connaissance de ces structures. Une des difficultés est la barrière de la langue. Nous avons la possibilité de contacter un service d'interprétariat téléphonique pour faciliter les échanges. Si cette solution fonctionne bien dans le cadre du local d'accueil, cela s'avère plus compliqué sur les lieux de prostitution, les personnes rencontrées étant souvent pressées et stressées, et le service téléphonique pas toujours joignable suivant notre position géographique. Les rencontres fréquentes permettent d'établir des liens de confiance qui facilitent la parole. Au cours des échanges, les personnes peuvent aborder toutes les questions qu'elles veulent, les intervenants les orientent ensuite les personnes en fonction de leurs demandes.

Intervenants internes :

1 chargé de mission, 3 animateurs, 2 infirmières, des bénévoles, des stagiaires



3 - ACTION MÉDICALE MENÉE PAR LA STRUCTURE

Principe :

Vacations d'Infirmières Diplômées d'Etat afin de suivre médicalement le public accueilli au sein de l'association.

Permanence le jeudi de 15h00 à 18h00 (sauf au mois d'août).

Participation aux sorties du camping-car.

Visites à domicile et à l'hôpital.

Objectifs :

* Les infirmières vacataires attachées à l'association ont pour mission d'assurer le suivi médical des personnes qui en font la demande.

* Elles restent en contact avec la population, sont à l'écoute des personnes, répondent à toutes questions médicales et soutiennent l'accès aux soins.

Méthodologie :

- Assurer la coordination médecin / patient / famille

- Prise de rendez-vous pour des visites à domicile ou des accompagnements en consultation, analyses et divers autres examens médicaux.

- Écouter puis orienter vers les services les plus appropriés au problème de chaque personne.

- Accompagner les patients lors d'une hospitalisation de courte durée, s'occuper de leur admission administrative, effectuer des visites régulières et préparer leur sortie. Visite à domicile ou au CHRU.

- Réaliser divers vaccins prescrits par des médecins de ville ou le CeGIDD et procéder au suivi concernant la contraception d'urgence, tests de grossesse ou IVG.

- Expliquer la posologie de certains médicaments. S'assurer de l'observance des traitements.

- Après chaque intervention, un travail de coordination est réalisé avec l'équipe d'animateurs.

Résultats :

* En 2017, **les infirmières vacataires ont tenu 30 permanences**, en collaboration avec les assistantes sociales (25 en 2016). Cela représente 60 heures de permanence. 25 personnes ont bénéficié d'au moins une consultation médicale. Les infirmières ont procédé à 86 entretiens.

* 565 entretiens individuels ont porté sur la **santé reproductive** (contraception, IVG, grossesse...). 851 entretiens individuels ont abordé les thématiques des risques infectieux liés à la sexualité.

* 28 personnes ont été orientées, mises en relation ou accompagnées pour une **consultation PrEP**. 20 personnes ont été orientées, mise en relation ou accompagnées pour un TPE.

* 96 personnes ont bénéficié d'une orientation, d'une mise en relation ou d'un accompagnement vers un **CPEF**.

* 177 personnes ont bénéficié d'une orientation, d'une mise en relation ou d'un accompagnement vers un **médecin de ville**.

* 169 personnes ont bénéficié d'une orientation, d'une mise en relation ou d'un accompagnement vers la **CPAM** pour l'ouverture de droit de santé.

* 59 personnes ont bénéficié d'une orientation, d'une mise en relation ou d'un accompagnement vers la **PASS**.

* 249 personnes ont été orientées et 59 accompagnées vers un **partenaire de santé**.

* Les infirmières ont assuré 32 **visites à l'hôpital ou au domicile** de personnes suivies, personnes ne pouvant se déplacer ou très précarisées.

* 70% des femmes ont une **contraception** autre que le préservatif. 186 personnes suivies disposent d'un moyen de contraception.

* Nombre de personnes informées et accompagnées vers le **Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et de Diagnostique (CeGIDD)**: 296 (235 en 2016).

* Au sein de notre file active, nous rencontrons de nouvelles personnes porteuses des virus VIH, VHB ou VHC, mais nous n'enregistrons pas de nouvelles contaminations. L'association continue à orienter vers le **centre de vaccination** pour l'hépatite B.

Observations :

■ **La présence des infirmières** permet de rassurer les personnes sur un certain nombre d'exams et de faciliter la transmission des informations au sein des structures fréquentées par les personnes prostituées. Cette confiance qui peu à peu s'établit participe également au bon déroulement des suivis. Par ailleurs, les accompagnements permettent d'amorcer des soins que n'auraient sans doute pas entrepris des personnes en très grande difficulté.

- Le partenariat avec le **Centre de planification et d'éducation familiale et la PMI** permet aux personnes de bénéficier d'un environnement sécurisant dans leur choix de maternité ou non.
- 4 personnes ont souhaité une **IVG**. Les femmes originaires de l'Afrique subsaharienne ont beaucoup de préjugés défavorables vis-à-vis de la contraception, particulièrement les jeunes femmes arrivées récemment en France. Nous constatons une augmentation de 3% des personnes utilisant une contraception.
- Nous enregistrons une augmentation du nombre de personnes ayant une **couverture sociale à jour**. 60% des personnes non admises au séjour n'ont plus de couverture sociale car elles ignorent qu'elles peuvent bénéficier de l'AME. Les personnes en attente de couverture sociale sont dirigées vers les assistantes sociales des services. Les personnes sans couverture sociale sont orientées auprès de la Croix rouge antenne médicale. Depuis avril 2017, nous orientons aussi vers le médecin bénévole de l'association

Intervenants internes : 1 infirmière, 1 médecin bénévole, 1 animateur, des bénévoles, des stagiaires.

4 - TROD (Test rapide à orientation diagnostique) VIH et VHC et DEPISTAGES

Le 15 novembre 2016, l'association ARAP-Rubis a signé avec l'ARS Occitanie une convention d'habilitation permettant à de pratiquer des tests rapides d'orientation diagnostique de l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection de l'hépatite C (VHC) en milieu associatif.

Principe :

Réaliser des TRODs (Test rapide à orientation diagnostique) VIH et VHC sur le local d'accueil et le camping-car.

Permanence au 23 rue de Beaucaire à Nîmes les jeudis de 14h à 18h. Les intervenants sont également disponibles les autres jours sur rendez-vous au local d'accueil et sur le camping-car médico-social.

Une infirmière du Centre de dépistage de Nîmes vient aussi sur le camping-car une fois par mois. Elle propose des dépistages VIH/hépatites/IST par prélèvement sanguin, TROD ou buvard.

Objectifs :

* Atteindre des publics qui ne fréquentent pas les dispositifs classiques de dépistage. L'absence de prélèvement invasif peut également faciliter le dépistage des individus pour lesquels la prise de sang pourrait être un frein, soit par peur, soit du fait d'un capital veineux limité, notamment chez les Usagers de Drogue par Voie Intraveineuse (UDVI).

Méthodologie :

- Les TRODs peuvent être réalisés par des personnels non médicaux ou para-médicaux dans nos opérations sur le camping-car et sur l'accueil, ce qui permet d'atteindre des publics qui ne fréquentent pas les dispositifs classiques de dépistage. En 2016, 6 personnes de l'association ont suivi une formation animée par le Corevih et financée à l'ARS afin de pouvoir réaliser des TRODs VIH et VHC sur le local d'accueil et le camping-car.

- Les tests rapides à orientation diagnostique présentent un certain nombre d'avantages liés à leur facilité d'utilisation mais surtout à la possibilité de rendre le résultat immédiatement (entre 5 et 30 minutes selon les tests), ce qui limite les non rendus de résultat liés aux délais d'attente existant dans le dispositif classique. Cette offre de TRODs est complémentaire à l'offre de dépistage local et régional.

Résultats :

* En 2017, l'association a réalisé 89 **double TROD (VIH + VHC)** sur 78 femmes, 6 hommes, 5 transgenres. Sur ces 89 personnes, 52 avaient entre 25 et 49 ans et aucune moins de 18 ans. 60% des personnes dépistées sont migrantes: 40% d'entre elles ont nécessité le recours à un intervenant ou un moyen de traduction. Le nombre relativement limité de TRODs effectués s'explique par le fait que nous avons commencé à en faire avec 3 mois de retard.

* Sur ces 178 TRODs (89 x 2), **un seul (VHC) était positif.**

* 68 des 89 personnes avaient réalisé un test de dépistage dans les **12 derniers mois**. 3 seulement n'en avait jamais réalisé de leur vie. 19 avaient préalablement réalisé des dépistages par TROD.

* 27 de ces **dépistages** ont été effectués sur le camping-car, 62 au sein du local de l'association.

Observations :

■ Le 14 novembre 2017, une **nouvelle formation TROD** a permis de parfaire les connaissances du personnel d'ARAP Rubis réalisant déjà ces TROD VIH ou VHC.

■ La mise en place des dépistages par TROD, particulièrement pour les **personnes nouvellement rencontrées**, facilite l'accompagnement vers le dépistage de l'ensemble des IST.

■ Sur le camping-car, l'accès au dépistage par TROD permet à certaines personnes de connaître leur sérologie VIH via un dépistage par le CeGIDD. Sans l'usage des TRODs, ces personnes, éloignées du point de délivrance des résultats, resteraient dans l'ignorance. On remarque de fait **une demande de TROD en augmentation** sans qu'on ait besoin de le proposer.

Intervenants internes :

6 membres de l'association, 1 infirmière, 1 infirmière du centre de dépistage de Nîmes.

5 - ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE AU SEIN DE LA STRUCTURE

Principe :

- Permanence psychologique :

Accueil sur rendez-vous le mardi de 9h00 à 16h00. Tous les mardis de l'année sauf en août.

- Régulation d'équipe :

Deux régulations par mois : une pour l'ensemble des intervenants à l'accueil, une pour ceux œuvrant auprès du groupe parentalité (qui s'est arrêté au mois de juin 2016) et du LAEP. Le régulateur est un psychologue extérieur à la structure.

Objectif :

A - Permanence psychologique :

* Offrir la possibilité aux personnes accueillies de rencontrer librement et gratuitement un psychologue. Cette rencontre peut revêtir la forme d'un suivi régulier ou d'un soutien ponctuel face à une problématique particulière.

* Il s'agit d'offrir un espace d'écoute en dehors de toute action sociale, afin que chaque personne puisse s'interroger sur son identité, sur sa part de responsabilités dans ses choix et se recentrer sur ses désirs.

* Cet espace constitue un point de repère pour les personnes accueillies dans le cadre d'ARAP Rubis.

* La psychologue assure le relais avec l'équipe lorsque les histoires et problématiques rencontrées par les personnes entravent ou limitent leur inscription dans toutes démarches sanitaires et sociales.

* La psychologue effectue une veille quant au traitement psychiatrique déjà mis en place et oriente les personnes vers l'extérieur (psychiatre de ville ou instances spécialisées) si cela est nécessaire.

B - Régulation d'équipe :

* Une fois par mois, l'équipe et les bénévoles intervenant à l'accueil prennent le temps d'analyser leurs pratiques, leur positionnement et de revenir sur ce qui se joue entre l'accueilli et l'accueillant.

* Une fois par mois, les intervenants du groupe parentalité et du LAEP se réunissent afin de réfléchir à la bonne marche du groupe et sur les relations parents - enfants.

Méthodologie :

- Permanence psychologique :

* Entretien individuel durant quarante cinq minutes, réalisé par la psychologue.

* Les rendez-vous sont inscrits (par l'équipe et la psychologue) sur un agenda informatique partagé uniquement par les salariés, ce qui garantit la confidentialité.

* L'accompagnement des personnes est plus cohérent grâce à un travail de liaison, lors des réunions d'équipe, qui permet une prise en charge globale tenant compte de facteurs recueillis dans différents espaces.

- Régulation d'équipe: Une instance de supervision d'équipe se réunit deux fois par mois (une réunion LAEP et parentalité/une réunion d'équipe). Ce moment d'analyse des situations rencontrées est un outil de travail individuel pour les professionnels comme un vecteur de construction et cohérence de l'équipe.

Résultats :

* En 2017, la psychologue a assuré un total de 19 **suivis psychologiques** au cours de 45 permanences psychologiques. Cela représente 225 heures de permanences psychologiques pour un total de 251 consultations. La demande de consultations psychologiques est en augmentation, particulièrement pour les personnes qui envisagent l'arrêt de la prostitution.

Observations :

■ La psychologue reçoit les personnes qui lui sont orientées par l'équipe d'ARAP Rubis et son réseau de partenaires.

■ Le **profil des personnes accueillies** durant la permanence psychologique est celui des personnes reçues dans le cadre général des actions d'ARAP Rubis : personnes victimes de traite des êtres humains, personnes migrantes, personnes se prostituant sur internet ou à l'extérieur, personnes souhaitant sortir de la prostitution et personnes souffrant d'un trouble d'identité de genre.

■ **Les personnes s'engagent de manière plus régulière** dans un travail thérapeutique sur le long terme que les années précédentes. La demande de consultations psychologiques est en augmentation, particulièrement pour les personnes qui envisagent l'arrêt de la prostitution.

■ Les traumatismes et les angoisses liés à l'histoire personnelle mêlés à la violence réelle de la pratique prostitutionnelle créent la demande d'une **prise en charge psychologique**.

■ Afin de répondre à l'**augmentation de demandes de suivis**, les horaires de la permanence ont été élargis pour 2018 : 6h00 sont dorénavant réservées à la permanence psychologique.

■ Le soutien psychologique complète la **prise en charge globale** des personnes dans le cadre des autres actions d'ARAP Rubis.

■ La psychologue rencontre les bénévoles et stagiaires afin de vérifier avec eux s'il y a une **concordance** entre leur représentation de leur place à ARAP Rubis et les attentes de l'association envers ses bénévoles et ses stagiaires.

Intervenants internes :

1 chargé de mission, 1 agent administratif, 2 psychologues, des stagiaires.



6 –ADDICTIONS

Principe :

Prévention, accès à la substitution, soutien aux soins. Information au sujet des drogues licites et illicites (tabac, alcool, jeux, cannabis, cocaïne, héroïne, LSD, ecstasy, médicaments psychoactifs...).

Au local d'accueil et en prévention de proximité sur le camping car.

Objectifs :

- * Renforcer les compétences psychosociales des personnes prostituées, particulièrement des mères et des jeunes.
- * Information, orientation, accompagnement sur les lieux ressources du département
- * Meilleure connaissance des addictions aux produits licites et illicites, notamment de leurs effets secondaires et de leurs impacts sur la santé en général.
- * Faciliter l'accès aux soins et à la substitution des drogues et des produits psychoactifs

Méthodologie :

- Informations et prévention autour des drogues, opérations réalisées lors de l'accueil au local, sur le camping-car ou au cours des actions de rue auprès des jeunes et parents
- Sensibilisation des personnes sur les risques liés à la toxicomanie
- Politique de réduction des risques des toxicomanies liés au VIH / hépatites. Information sur les risques sanitaires et sociaux liés à l'usage de l'ensemble des drogues
- Soutien des familles dans le rôle parental concernant les risques sanitaires et sociaux liés aux toxicomanies, particulièrement les parents dépendants
- Repérer l'abus ou la dépendance le plus tôt possible et favoriser l'accès à la substitution et aux soins
- Information, orientation et accompagnements vers les structures spécialisées (Logos, SOS drogues internationale, services du CHU, ASUD Nîmes, ANPAA...)
- Permanence médico sociale le jeudi de 15h00 à 18h00, soutien psychologique et permanence sociale les mardis de 9h00 à 18h00.
- Rédaction d'articles spécifiques intégrés au Journal de l'association.

Résultats :

- * 295 d'entretiens ont abordé les thèmes des risques liés à la consommation de **substances psychoactives**.
- * 87 personnes ont bénéficié d'une orientation, d'une mise en relation ou d'un accompagnement vers un **CSAPA** ou **CARRUD**.
- Pourcentage de personnes repérées ayant un **usage quotidien**: 68% du tabac, 47% de l'alcool, 55% du cannabis. Nous remarquons une augmentation des personnes repérées comme ayant une consommation quotidienne. Cela est surtout dû la banalisation de l'usage du cannabis et des drogues en général.
- Pendant le **Mois sans tabac**, en novembre 2017, 146 personnes ont été informées sur le sujet, dont 36 sur les moyens d'arrêter de fumer. 2 personnes ont arrêté durant 3 jours, 2 personnes ont arrêté 1 jour, 2 personnes ont arrêté 7 jours et plus. On enregistre une diminution du taux de personnes qui envisagent l'arrêt mais les personnes qui sont en demande d'arrêter sont plus motivées. Les affiches du Mois sans tabac ont suscité des conversations sur le rapport à la cigarette et à la dépendance des personnes que nous accueillons. Lors de ses échanges, le salarié dédié au Mois sans tabac a pu évaluer les motivations et les besoins d'aide des personnes en terme de sevrage tabagique. Il a aussi abordé les possibilités de substitution nicotinique et de soutien psychologique

Observations :

- Le changement de la loi du système prostitutionnel a engendré **beaucoup de stress** et fait fuir les clients. Pour compenser, les personnes restent plus longtemps sur leur lieu de prostitution. Certaines se prostituent le jour et la nuit. La fatigue entraîne un certain nombre à utiliser des substances pour se tenir éveillées (notamment la cocaïne, le speed, mais aussi des boissons énergisantes). Cela freine notre action car ces personnes sont moins attentives à leur corps et leur bien-être.
- Nous réalisons un **travail d'information sur les drogues**, aussi bien à travers des échanges informels à l'accueil général ou sur le camping car, par la distribution d'informations écrites (journal de l'association ou dépliants spécifiques) que par l'accompagnement vers l'extérieur (structures spécialisées selon les types d'addictions).

Intervenants internes :

1 infirmière, 1 médecin, 1 psychologue, 1 chargé de mission, 2 animateurs, 1 éducatrice spécialisée, 1 agent administratif, des bénévoles, des stagiaires.

7 – ACCÈS AUX SOINS

Principe :

Ce programme consiste à réaliser l'information, la prévention, l'accompagnement et l'accès aux soins de toute personne vivant de prostitution, occasionnelle ou régulière, des toxicomanes ou des personnes sortant de milieu carcéral.

Au local d'accueil, en prévention de proximité sans rendez-vous.

Objectifs :

- * Accès aux soins et au dépistage.
- * Education à la santé.
- * Prévention, information, soutien, accompagnement pour les plus démunis.
- * Santé communautaire : Appui sur les connaissances sanitaires des personnes de la communauté

Méthodologie :

- Information et accompagnement pour l'accès à une couverture sociale de base et complémentaire.
- Soutien et accompagnement pour l'accès aux soins des plus démunis / Explication du parcours santé.
- Promouvoir la prophylaxie en facilitant l'accès et l'utilisation des moyens de prévention et d'hygiène. Mise à disposition de matériel de prévention.
- Orientation et accompagnement des personnes auprès des médecins généralistes et spécialistes.
- Sensibiliser les personnes sur les risques liés à la consommation excessive d'alcool/tabac, et plus particulièrement les femmes enceintes.
- Soutien à l'observance des traitements dans le cadre de la substitution et suivi des personnes.
- Education à la santé. Information et orientation par rapport à la nutrition - Rédaction d'articles spécifiques intégrés au Journal de l'association. Diffusion de la documentation d'information et de prévention (CODES, INPES, MILDECA, Drogues Info Service, Sida Info Service,...).

Résultats :

- * Nombre et taux de personnes ayant bénéficié d'au moins une **permanence d'accès aux droits de santé** : 53 (24%)
- * Nombre et taux de personnes ayant bénéficié d'un entretien individuel durant lesquels les **droits de santé** ont été abordés et disposant d'une couverture sociale à jour : 309 (81%)
- * Environ 15% de la file active est porteuse du **VIH** et/ou d'une **hépatite**. Nous effectuons le **suivi** et le **soutien** des personnes concernées.
- * Nombre et taux de personnes ayant bénéficié d'un entretien individuel durant lequel la **santé reproductive** a été abordée et disposant d'un moyen de contraception 192 (56%)
- * Nombre de permanences d'**accès aux droits à la santé**: 46 (soit 92 heures) au cours de 120 entretiens. Cela représente 153 entretiens d'accès aux droits de santé. Les demandes émanent principalement des personnes désireuses d'obtenir l'ACS ou l'AME.
- * Nous continuons d'aider les personnes dans leurs **recherches de médecins** (généralistes ou spécialistes) dans le cadre du parcours de santé.
- * Concernant le **dépistage**: 50% des personnes font un dépistage régulier de l'ensemble des IST (souvent le CeGIDD), 30% seulement VIH, 20% n'ont pas fait de dépistage depuis plus de 2 ans. Le dépistage proposé par le CeGIDD sur le camping-car concerne l'ensemble des IST.

Observations:

- Nous enregistrons une **augmentation du nombre de personnes ayant une couverture sociale à jour**. 60% des personnes non admises au séjour n'ont plus de couverture sociale car elles ignorent qu'elles peuvent bénéficier de l'AME.
- Les personnes en attente de couverture sociale sont dirigées vers les **assistantes sociales des services**. Les personnes sans couverture sont orientées auprès de la Croix rouge antenne médicale. Depuis avril 2017, nous orientons aussi vers le médecin bénévole de l'association.
- De plus en plus de personnes se prostituent sur plusieurs départements, ce qui complexifie le suivi médico-social et rend difficile le respect des rendez-vous. C'est pourquoi nous privilégions les permanences **sans rendez-vous**.
- Pour certaines, le **fractionnement des informations** entrave notre connaissance des démarches préalablement engagées et notre évaluation de la juste orientation.

■ Les personnes accompagnées vers les services médico-sociaux sont majoritairement des personnes nouvellement arrivées sur le territoire, ayant **d'énormes difficultés avec la langue française**.

■ Le **partenariat avec le CeGIDD** (sortie une fois par mois sur le camping-car) permet de faciliter l'accès au dépistage IST, traitement d'urgence, substitution/soins.

Intervenants internes :

1 infirmière, 1 médecin, 1 psychologue, 1 chargé de mission, 2 animateurs, 1 éducatrice spécialisée, des bénévoles, des stagiaires,



8 - PREVENTION PROSTITUTION EN LIGNE

Principe :

Contacteur par messages électroniques les personnes se prostituant via internet sur la Région Occitanie. Informer les personnes contactées des actions médico-sociales de l'association et des structures partenaires.

S'entretenir avec elles puis leur proposer une information et une orientation suivant leurs demandes, en leur transmettant les coordonnées de sites médico-sociaux, institutionnels spécialisés.

Objectifs :

- * Education à la santé - Information – prévention VIH/IST.
- * Accès aux dépistages et aux soins. Accès à la contraception.
- * Maintenir le contact avec les personnes ayant changé de mode de prostitution.
- * Informer les personnes concernées de l'existence de structures d'appui et de soutien

Méthodologie :

- Elaboration de messages sur l'éducation à la santé, l'information et la prévention.
- Repérer et contacter les personnes, via des courriels envoyés sur les sites spécialisés où elles diffusent leurs annonces. Les informer des actions médico-sociales de l'association et des structures partenaires.
- Un animateur envoie ces messages médico-sociaux et répond aux messages des personnes le mardi et le jeudi de 14h00 à 16h00.
- Accueil au local, en groupe ou individualisé, des personnes prostituées contactées sur internet.
- S'entretenir avec elles puis leur proposer une information et une orientation suivant les demandes.
- Sur demande de personne isolée, envoi de matériel de prévention.
- Rédaction d'articles spécifiques intégrés au **Journal de l'association**. Envoi de celui-ci par courriel en PDF ainsi que de la documentation santé.

Résultats :

- * Nombre de permanences internet et prostitution : 92, soit 184 heures. **Nombre de personnes contactées: 426** (342 en 2016 et 323 en 2015). Nous avons obtenu 7 réponses de personnes différentes.
- * 75% des personnes contactées résident sur les **départements du Gard et l'Hérault**.
- * **Profil des personnes contactées:** 317 femmes (74,5%) / 85 transgenres (20%) / 24 hommes (5,5%). 52% des personnes sont originaires de France - Europe, 34% d'Amérique du sud, 8% d'Afrique, 6% d'Asie.
- * La tranche d'âge la plus représentée est celle des **25-34 ans**: 199 personnes, soit 46%.

Observations :

Au cours de l'année 2017, nous avons constaté de nombreuses évolutions concernant le secteur de la prostitution en ligne:

- Les annonces en ligne sont toujours plus nombreuses, preuve d'une **véritable modification des usages prostitutionnels**. Cette progression a été renforcée par l'adoption de la loi pénalisant les clients de prostituées.
- Le phénomène des **sex tours**, soit des établissements périodiques de prostituées sur une ville le temps d'un bref séjour, souvent une semaine, a pris une très grande ampleur. Sur certains sites, on en rencontre davantage que des annonces de prostituées "régionales".
- Les **messages** sont rédigés dans un français la plupart du temps bancales. Truffés de fautes et reproduits d'une personne à l'autre sans trop de variations, ils ne servent que d'accompagnement aux photos, très explicites. Stéréotypés, ils se partagent en outre entre une courtoisie policée ou un caractère outré fort affirmé.

Intervenants internes :

1 chargé de mission, 1 animateur, 1 agent administratif, 1 infirmière, 1 psychologue, des bénévoles, des stagiaires.

VI – Pôle Social

PÔLE SOCIAL

1 - ACTION SOCIALE INDIVIDUALISÉE

Permanence sociale

Principe :

La permanence sociale est gérée par le Chargé de Mission, l'éducatrice spécialisée et les assistantes sociales bénévoles, dont la présence quasi quotidienne permet l'identification des besoins et le suivi de l'action engagée au cours de l'accueil et des permanences sociales hebdomadaires.

La permanence sociale est indissociable de la permanence médicale.

Accueil au local le mardi de 15h00 à 18h00 et sur rendez-vous.

Permanence sociale et parentalité le mardi de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 18h00

Objectifs :

- * Lutte contre toutes les formes d'exclusion
- * Accès au droit commun
- * Solidarité
- * Accès à l'autonomie
- * Insertion

Méthodologie :

- Clarifier la situation médico-sociale et améliorer l'accès au droit commun des personnes rencontrées.
- Information des personnes sur la législation et les possibilités d'insertion.
- Soutien à l'insertion sociale et suivi des personnes. Mise à disposition du téléphone, fax, Internet pour prendre contact avec les services et associations d'insertion. Explication et aide pour la rédaction de documents administratifs: CAF, Pôle emploi, Préfecture, Services de justice...
- Préparation et accompagnement auprès des services sociaux et associations (accès au droit et au logement) pour ouvrir ou rétablir des droits.
- Aide pour les problèmes rencontrés avec les enfants dans le cadre social et scolaire.
- Information et orientation des personnes rencontrées sur le camping-car vers la permanence sociale et le groupe parentalité.
- Aide directe aux personnes en grande difficulté ayant commencé une insertion ou une réinsertion dans le cadre d'un suivi. Accès à l'autonomie et à la réalisation de projets (logement ou travail).
- Abandon éventuel de la prostitution.
- Aide à l'intégration des personnes migrantes. Accompagnements auprès des services sociaux et médicaux. Soutien pour la régularisation des documents administratifs. Traduction et information. Orientation pour alphabétisation
- Aide aux personnes prostituées à prendre leur distance avec la loi du milieu. Médiation avec les forces publiques et les services de justice.
- Accueil des personnes en risque de prostitution: information, orientation, et si nécessaire accompagnement social et psychologique.
- Consultation juridique auprès de l'avocat de l'association.
- Information sanitaire et sociale sur les risques liés à la prostitution.
- Communication et information sociale : Journal ARAP-Rubis, dépliants d'information, affiches, cartes d'invitation.

Résultats :

* Cette année, 333 entretiens sociaux se sont déroulés pendant les temps d'accueil du mardi, **soit une hausse de 177,5% par rapport à 2016**, qui comptait 120 entretiens.

* Au total, **69 personnes différentes** ont été rencontrées lors de ces entretiens sociaux: 79,71% de femmes - 11,59% de transgenres - 8,7% d'hommes

* Tranches d'âges:

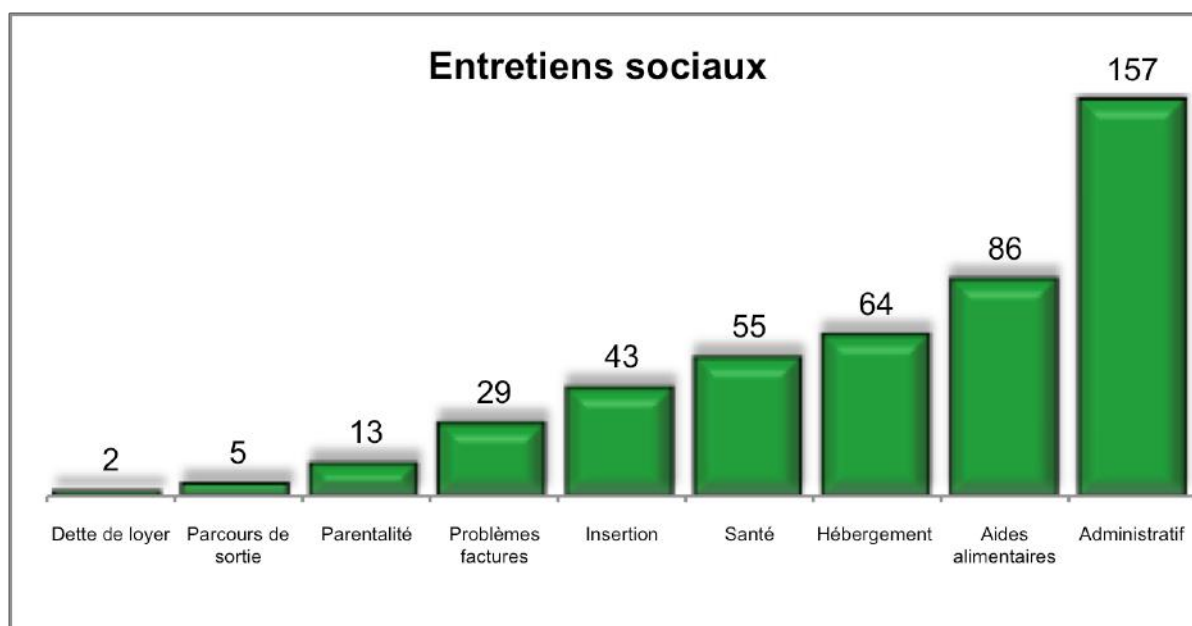
- 36,23 % ont entre 18 à 25 ans
- 28,99 % entre 25 à 35 ans
- 24,64 % entre 35 à 50 ans
- 10,14 % 50 ans et +

* Sur le plan de la situation sociale, les personnes sont **majoritairement sans revenus** (68,12 %). 22,29% des personnes bénéficient de l'AAH, 11,59 % sont au RSA. Ces chiffres s'expliquent, notamment concernant l'écart entre les bénéficiaires du RSA et ceux bénéficiaires de l'AAH, par le fait que les personnes percevant l'AAH ont davantage de difficultés à solliciter les structures dites de droit commun car elles dépassent les plafonds fixés (aides aux factures, associations caritatives pour aides alimentaires...).

* En ce qui concerne le **logement**, 36,23% sont hébergés par un tiers, 13,04% par des structures extérieures (115, SIOPI), 4,35% bénéficient d'un hébergement par notre association et 46,38% possèdent un logement autonome. Ce dernier chiffre est trompeur; une part importante des personnes qui possèdent un logement autonome résident dans des conditions de décence moyennes, voir insalubres, ce qui a des répercussions importantes sur les factures énergétiques.

Par ailleurs, nombre de personnes hébergées par un tiers sont victimes de trafic d'êtres humains et payent une forte participation à la personne qui les héberge. Ceci les enferme encore plus dans la spirale de la précarité.

Les motifs de demandes d'entretiens se décomposent de la manière suivante :



Comme lors de l'année précédente, les principaux motifs d'entretien concernent des **demandes administratives et d'aides alimentaires**. En 2017, les personnes rencontrées avaient également beaucoup de demandes en terme d'hébergement, de santé et d'insertion. Les dettes de loyer sont très limitées car les personnes ayant un logement font principalement appel au service de droit commun.

Observations :

■ La **permanence sociale et parentalité** est assurée par une éducatrice spécialisée.

■ La **permanence médico-sociale** est assurée par deux assistantes sociales bénévoles. L'assistante sociale a néanmoins reçu, hors permanence et sur rendez-vous.

■ Cette année, nous avons proposé le dispositif du parcours de sortie de la prostitution, relatif à la loi du 13 Avril 2016 « **Lutte contre le système prostitutionnel** ». ARAP Rubis possède un agrément départemental pour assurer l'accompagnement et le suivi des personnes dans le cadre du parcours de sortie. Pour l'instant, nous sommes dans la finalisation des premiers dossiers, que nous devrions présenter courant 2018.

■ La stigmatisation et la méfiance éloignent les personnes de la possibilité d'avoir recours au **droit commun**. La permanence sociale permet aux plus fragiles de rencontrer des travailleurs sociaux, de démystifier cette profession et d'intervenir en fonction des demandes et des urgences. De plus, cette restriction à l'accès aux soins ou au droit commun nous oblige à renforcer nos **accompagnements de personnes**. Cela a permis à la plupart d'entre elles de réaliser des soins longtemps retardés.

■ Nous rencontrons de plus en plus fréquemment des **personnes démunies de toutes ressources**. Il s'agit majoritairement de jeunes isolés ou de migrants en grande précarité.

■ Nous constatons une **stabilisation du nombre de personnes rencontrées**, mais aussi une augmentation des demandes d'aides pour l'accès au droit. La difficulté d'accès à l'accueil physique de certains organismes favorise le non recours ou l'abandon du droit des personnes.

Intervenants internes :

2 assistantes sociales, 1 éducatrice spécialisée, 1 chargé de mission, 1 animateur, 1 agent administratif, des bénévoles, des stagiaires.

2 – AIDES A LA VIE QUOTIDIENNE

Principe :

Aides ponctuelles accordées tant au niveau sanitaire que social.

Permanence médico-sociale et permanence sociale/parentalité sur rendez-vous.

Objectifs :

* Accès au droit commun. Aide à l'insertion. Accès aux soins et au dépistage.

* Soutien des personnes atteintes de pathologies graves.

Méthodologie :

- Les aides financières sont attribuées dans le cadre de la commission solidarité qui se réunit deux fois par mois. Cette commission est mixte et se compose de deux membres de l'association qui étudient les demandes et les fiches individuelles fournies par l'éducatrice spécialisée, l'assistante sociale et le chargé de mission.

- Les aides sont accordées après analyse des situations et entretien dans le cadre de la permanence sociale. Les services sociaux et les associations caritatives sont préalablement consultés avant les décisions de prise en charge par ARAP-Rubis. En cas d'urgence, notamment pour l'alimentation ou l'hébergement, l'accueil social peut effectuer une aide rapide en attendant la décision des services sociaux et de la commission solidarité. La priorité est d'évaluer et de répondre aux demandes des personnes en situation de précarité en attente d'aides de droit commun si elles en ont besoin.

- Le suivi des personnes est assuré dans le cadre médico-social.

- Les aides concernent les appartements d'urgence et les aides financières directes.

Résultats:

* En 2017, nous avons attribué 28 **aides ponctuelles**, 9 aides régulières et 9 de ces deux types d'aides. Le nombre de bénéficiaires est plus élevé que prévu (16 prévus, 28 en effectif). Nous remarquons une augmentation des sollicitations de jeunes femmes sans ressource souhaitant arrêter la prostitution. Nous les avons aidé pour une prise en charge par le droit commun.

* Profil de la population aidée (régulièrement et ponctuellement): 41 femmes, 9 transgenres, 4 hommes. Plus de la moitié de ces personnes ont **moins de 35 ans**. La majorité des personnes vivent seules, quelques-uns seulement étant en couple.

* 25% des personnes ne perçoivent **aucun revenu**, 25% disposent du RSA, 17% de l'AAH, 13% de l'ADA, le reste touchant des retraites ou des indemnités Pôle Emploi.

* **Répartition des aides**: Alimentation: 57% - Aides au maintien dans le logement: 30% - Transport: 7% - Régularisation administrative: 3% - Santé, mutuelle: 3%.

Observations:

■ Circonstance d'attribution des **aides à la vie quotidienne** : suite à une rupture de prestations ou en attente d'attribution, les personnes peuvent bénéficier d'une aide régulière jusqu'à la reprise des versements. Des aides ponctuelles peuvent également être attribuées, par exemple pour le maintien dans le logement. Concernant le nombre de bénéficiaires, nous avons donné plus d'aides régulières que prévu et moins d'aides ponctuelles.

■ La **durée moyenne de prise en charge** est de 3.6 semaines. Un entretien hebdomadaire avec l'éducatrice spécialisée est programmé pour faire le point de la situation des personnes et orienter en fonction des besoins.

■ Nous avons **refusé des aides** pour: hôtel, puériculture, loisirs, vacances, car jugés non conformes aux critères d'attribution de l'association ou émanant de personnes disposant de ressources trop élevées.

■ **Les aides sont distribuées en complément** du: Secours populaire, Restos du cœur (colis alimentaires), Table ouverte, Pain partagé (cantines associatives), Conseil départemental, CCAS de Nîmes (aides financières).

■ Nous remercions chaleureusement **Solidarité Sida**, qui soutient directement cette action, tant au niveau des tickets service que des aides financières.

Intervenants internes :

2 membres du conseil d'administration, 1 assistante sociale, 1 éducatrice spécialisée, 1 chargé de mission, 1 agent administratif, des bénévoles, des stagiaires.

3 – ACCOMPAGNEMENTS - MISES EN RELATION - ORIENTATIONS

Principe :

Faciliter l'accès au droit commun et la prise en charge des personnes au niveau social.
Sur rendez-vous du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Objectifs :

Assurer l'autonomie des personnes en les préparant ou les accompagnant aux rencontres.

Méthodologie :

- Évaluation des situations au cours des entretiens avec les personnes. Puis, selon les cas :

- ☛ Orientation : Les personnes se rendent d'elles-mêmes vers les services adaptés.
- ☛ Mise en relation: Les personnes ont besoin d'être soutenues. Nous contactons les intervenants dans les services ou structures visés, prenons rendez-vous et expliquons la situation afin que l'accueil des personnes puisse se faire de façon adaptée.
- ☛ Accompagnement : Certaines personnes se méfient des administrations, n'ont qu'une connaissance limitée des services, ou ne maîtrisent pas notre langue. Nous les accompagnons jusqu'au rendez-vous pour les rassurer et qu'elles puissent y retourner d'elles-mêmes par la suite.

Résultats :

Structures	Accompagnements	Mises en relation	Orientations
Espelido / Issue Montpellier	-	10	18
Associations caritatives	3	44	45
Préfecture / OFII	5	10	34
Associations migrants	3	12	19
Avocats / Forces publiques	5	9	18
Associations cours de français	-	8	14
Pôle Emploi / Mission Locale / RSI	4	12	32
CDIFF conseillère insertion	-	3	7
Transport (Bus, train...)	2	-	15
CAF	-	21	33
SIOPI/PMI	-	4	4
Hébergement/ logement	2	16	25
Autres	9	24	29
TOTAL	33	163	275

* Traduction d'une inquiétante précarité, nous avons principalement travaillé avec les **associations d'aides alimentaires**.

* Pour que la prise en charge des personnes se réalise dans les meilleures conditions possibles, l'association a procédé à 271 **misés en relation ou accompagnements de personnes**, souvent d'origine étrangère, auprès des services de l'état, services sociaux et des associations d'entraide.

Observations :

■ Nous assurons **le soutien et le suivi des personnes en insertion**, en collaboration avec les services, principalement Mission locale, CIDFF, Pôle Emploi. Nous sommes en perpétuelle recherche de nouveaux partenaires concernant l'insertion. Par exemple, nous avons signé une convention partenariale avec l'Espelido.

■ Concernant l'intégration des personnes migrantes, nous les accompagnons auprès des services sociaux et médicaux pour la **régularisation** des documents administratifs, la traduction de documents, l'information à propos de leurs droits et pour des cours d'alphabétisation.

Intervenants internes :

1 assistante sociale, 1 chargé de mission, 2 animateurs, 1 éducatrice spécialisée, 1 agent administratif, 1 psychologue, des bénévoles, des stagiaires.

SITE ARAP-RUBIS

<http://www.arap-rubis.org/>



4 - HEBERGEMENT

Principe :

Hébergements d'urgence proposés aux:

- Personnes prostituées rencontrant des difficultés médico-sociales.
- Personnes prostituées en insertion.
- Personnes victimes du trafic d'êtres humains, du proxénétisme, de violences.

L'hébergement s'accompagne d'un suivi régulier et obligatoire lors des permanences médico-sociales et sur rendez-vous.

Objectifs :

- * Mise en place d'un projet à court, moyen ou long terme.
- * Assurer un suivi social et sanitaire.
- * Sécurisation des personnes.

Méthodologie :

Depuis la date de la signature de la convention par la DDCS du Gard, nous disposons de **trois appartements d'urgence** dont deux financés par la C.A.F. du Gard :

- Deux appartements de type 2 en ALT (convention de 6 mois renouvelables une fois).
- Un appartement de type 2. Cet appartement d'urgence est également proposé sur de plus courtes durées, maximum 1 mois.

Pour intégrer les appartements, une convention d'hébergement est rédigée et une participation financière est fixée en fonction des revenus pour chaque nouvel occupant.

Bénévoles et animateurs réalisent régulièrement des visites aux personnes hébergées dans les appartements.

Résultats :

En 2017, **nous avons hébergé 6 personnes** dans les deux appartements ALT et l'appartement d'urgence. Situation des personnes hébergées:

- 2 femmes accueillies dans le cadre du dispositif Acsé
- 3 femmes victimes de traite des êtres humains ou de proxénétisme
- 1 femme en attente du parcours de sortie

Observations :

■ La durée moyenne d'hébergement est de 1 an. L'éducatrice spécialisée reçoit les personnes **une fois par semaine**. L'accompagnement propose de faciliter l'accès aux soins, l'observance des traitements, l'accès au droit commun, l'aide à la régularisation administrative pour les personnes migrantes, l'insertion professionnelle.

■ Une recherche de **solution concertée** concernant le droit commun a été mise en place pour la sortie des personnes. Les services et associations ont été contactés pour trouver une solution pour chaque personne, notamment pour obtenir des appartements dans le parc public (Habitat du Gard, Association pour le logement dans le Gard, OFII, 115, Habitat Humanisme...), mais aussi dans le parc privé. Cela n'est pas toujours facile vu la durée d'attente de l'attribution de logement et les demandes de garanties des propriétaires.

■ Le **nombre de personnes hébergées** est inférieur à celui prévu. Cela est dû à la difficulté d'obtention de titre de séjour et de revenu insuffisant pour logement autonome. L'accompagnement correspond à celui de la demande initiale.

■ La configuration des T2 ne permet pas la **cohabitation**. Il est possible d'héberger dans cet appartement plutôt des couples ou des parents et leurs enfants. Le taux d'occupation est donc divisé par deux quand nous hébergeons une personne seule dans un appartement ALT.

Intervenants internes :

1 chargé de mission, 1 animateur, 1 éducatrice spécialisée, 1 agent administratif, 1 psychologue, des bénévoles, des stagiaires.

5 – PARENTALITÉ

Principe :

Depuis septembre 2015, un groupe parentalité se réunit le dernier mercredi de chaque mois de 12h00 à 14h00. Les ateliers se déroulent de 13h à 15h au 8 rue de Beaucaire à Nîmes

L'action repose sur l'idée que tous les parents, quel que soit leur milieu social, leur niveau de vie, leur nombre d'enfants ou le niveau de réussite scolaire de ceux-ci, ont des questionnements similaires. Il s'agit de mettre en lien des parents de tous horizons pour qu'ils se questionnent ensemble, dans une ambiance conviviale et avec des méthodes éprouvées d'éducation populaire (le théâtre institutionnel), et construisent collectivement des pistes d'amélioration de leur quotidien de parents. C'est un lieu où la parole est libre et sans jugement.

Objectifs :

- * Reconnaissance et valorisation du rôle parental
- * Sensibilisation à l'importance de l'affectif, de l'éveil et de l'éducation dès la petite enfance
- * Création de réponses communes aux problématiques liées à l'exercice de la parentalité

Méthodologie :

- Accueil des enfants : animation du groupe d'enfants. Animation grâce à divers ateliers créatifs.
- Accueil des parents : rencontres autour de problèmes touchant à l'enfance, au lien parent-enfant et à la parentalité. Un repas réunit les parents et les enfants.
- Accueil des parents lors des sorties du camping-car. Ce lieu d'accueil mobile donne la possibilité d'échanger, d'informer, d'orienter suite aux questions et difficultés rencontrées autour de la parentalité.
- Entretiens individuels au local : recensement des problèmes et des questions au cas par cas, à la demande, dans le cadre de l'accueil journalier, réalisé les lundis, mardis, jeudis, vendredis et réorientation vers l'éducatrice spécialisée pour des questions plus spécifiques.
- Soutien psychologique réalisé par une psychologue tous les mardis de 9h00 à 16h00
- Prise en charge individuelle en marge de l'action parentalité tous les jeudis de 15h00 à 18h30 lors de la permanence médico-sociale dirigée par une assistante sociale et une infirmière.
- Participation aux réunions et aux journées de réflexion du Réseau Parentalité.

Résultats :

* Septembre à décembre 2017: une rencontre par mois avec un groupe de parents (au sens large) et enfants sous forme **d'atelier-production**: jeux, création de maquettes à partir de situations problématiques, débats sous forme de théâtre-forum, une réunion de préparation avec l'équipe de l'association et la comédienne intervenante ; 4 ateliers de production avec un groupe de parents ouverts, en présence de leurs enfants.

* En 2017, nous avons proposé une nouvelle formule pour les ateliers de groupe parentalité, en intervenant en collaboration avec « **La compagnie des nuits partagées** », compagnie théâtrale basée à Montpellier. Le groupe parentalité s'est réuni 4 fois (septembre, octobre, novembre et décembre), autour du concept de forum théâtre, de 13h à 15h le mercredi. Il s'agissait de se questionner sur les questions liées à la parentalité en les mettant en scène, afin d'envisager plusieurs façons de réagir, de répondre. Cela a permis aux parents participants d'échanger, de se questionner, de partager et surtout de mettre en évidence leur compétence parentale.

* **Thèmes abordés** : Comment faire pour gérer quand le cadre se mêle à la fatigue ? Comment faire pour avoir un moment à soi quand on s'occupe seul de ses enfants ? Comment faire pour avoir du temps quand on est mère, qu'on travaille et que le père ne veut pas jouer son rôle ? Tous les thèmes ont été choisis avec les participants et à partir d'exemples émanant de leur expérience.

Observations :

De 2004 à 2016, ARAP Rubis avait mis en place un groupe parentalité s'adressant aux parents du quartier. Les enfants qui fréquentaient le groupe parentalité savaient qu'un lieu existait pour accueillir leurs parents, souvent leurs mères prostituées, et que ce lieu les respectait, ne les discriminait pas, ne les jugeait pas. Ce travail fait trace dans l'histoire de ces enfants en devenir, qui souvent se confrontent au regard social généralement dur et rejetant. Cet espace d'accueil se voulait être une passerelle vers le droit commun : l'école, les activités culturelles et sociales, les associations de quartier. Faute de financements et malgré son succès, le groupe parentalité a pris fin en juin 2016.

Un groupe s'est constitué; les parents ont pu échanger sur leurs expériences quant à la problématique du cadre, de la fatigue, du fait de rester femme en devenant mère, de la co-éducation à 2 (avec le conjoint

ou un grand-parent). Ils ont pu tenter des propositions concrètes sans jugement et ont ainsi travaillé à faire confiance en leur capacité à être auteurs de l'éducation de leurs enfants. Des liens se tissent.

■ **Thèmes à travailler:** la place des pères, l'autorité, les relations entre frères et sœurs, le lien parents-écoles, être mère et femme, être père et homme, couple et parentalité, construction de la relation parents-enfant...

Intervenants internes

Equipe parentalité: 1 psychologue, 2 animateurs, 1 éducatrice spécialisé / Supervision parentalité: 1 psychologue régulateur / 1 chargé de mission.

6 – INSERTION DES JEUNES

Principe :

Promouvoir la santé des personnes de 18 à 25 ans, prostituées ou en insertion professionnelle, souvent isolées, sans revenus ou composants avec des revenus fluctuants.

Pour les moins de 18 ans, prise en charge en collaboration avec la protection de l'enfance.

Moyens:

Au local d'accueil : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 14h à 18h sans rendez-vous et sur rendez-vous de 9h à 12h du lundi au vendredi.

Permanence sociale : mardi de 9h à 12h et 14h à 18h.

Soutien psychologique: mardi de 9h00 à 16h00.

Un camping-car médico-social: sorties le lundi, mardi, vendredi de 14h00 et 19h00 sur les grands axes routiers du département du Gard, et le mercredi de 22h00 à 2h00 sur la Ville de Nîmes

Une action "prostitution internet" qui permet de prendre contact avec les personnes se prostituant en ligne.

Objectifs :

* Favoriser l'épanouissement des jeunes par leur intégration sociale

* Prise en charge des 18-25 ans dans le cadre de l'insertion

* Limiter l'encreage des jeunes dans l'activité prostitution,

Méthodologie :

- Améliorer la connaissance des jeunes sur les différents dispositifs de lutte contre l'exclusion: information et orientation vers les services et associations médico-sociaux.

- Permettre aux jeunes d'échanger entre pairs et avec les adultes pour acquérir leur autonomie et anticiper les risques liés à la prostitution: développer leur capacité à évaluer et à gérer des situations à risques.

- Accompagnement vers les services médico-sociaux et d'insertion professionnelle, aides directes d'urgence, hébergement d'urgence, consultation juridique

- Permettre aux jeunes de faire des choix favorables pour leur intégration

- Introduction et accompagnement auprès des services sociaux et associations (accès au droit et au logement) pour ouvrir ou rétablir des droits.

- Aides et hébergements d'urgence le temps de la réponse des services de droit commun

Résultats :

* Nombre de **jeunes rencontrés**: 113 (94 en 2016)

28% sont en **demande d'insertion professionnelle**

15% d'entre eux disposent d'un **revenu**

10% ont un **logement durable**. Les autres sont hébergés par des tiers, en squat. 5 jeunes ont été hébergés par l'association

50% ont au moins un **enfant**.

Observations :

Nous constatons une **augmentation de 20%** du nombre des jeunes rencontrés et 13% des jeunes moins de 20 ans. 90% sont des jeunes migrants. 3 jeunes mineurs ont été accompagnés à l'ASE.

Intervenants internes

Equipe parentalité: 1 psychologue, 2 animateurs, 1 éducatrice spécialisé / Supervision parentalité: 1 psychologue régulateur / 1 chargé de mission.

7 – LAEP - Lieu d'Accueil Enfants Parents « Mes'Anges »

Principe :

Le Lieu d'Accueil Enfants Parents « Mes'Anges » a une fonction d'apprentissage du "vivre ensemble". C'est un lieu de rencontres sur les questions relatives à la socialisation et à la parentalité. Tous les parents sont accueillis, qu'ils soient en lien ou non avec la prostitution. Cet accueil est anonyme, gratuit, basé sur le volontariat et la non-discrimination. Il ne nécessite pas d'inscription au préalable.

Le LAEP est ouvert les mercredis et jeudis de 10h00 à 13h00 et de 15h00 à 18h00. Il est localisé au 8 rue de Beaucaire 30000 Nîmes.

Objectifs :

- * Conforter la relation enfants - parents
- * La valorisation des compétences parentales
- * Favoriser la socialisation de l'enfant et préparer son autonomie
- * Rompre l'isolement d'un certain nombre de parents
- * Prévention des problématiques infantiles, accompagnée de l'aide à la prise de conscience des parents et la proposition éventuelle d'orientation vers des structures de droit commun spécialisées adaptées aux demandes et aux problématiques familiales.
- * Favoriser l'éveil des enfants: simulation intellectuelle, création au travers de jeux et de dessins...
- * L'écoute active, neutre et bienveillante, l'observation.
- * L'échange interculturel
- * La déstigmatisation des parents en situation précaire
- * L'expérimentation par les enfants d'un cadre et des règles de vie en collectivité
- * La sensibilisation des parents au sens du comportement de leurs enfants
- * Le travail de la question de la séparation par la parole
- * La préparation et l'ouverture vers l'extérieur : mode de garde, crèche, école ...

Méthodologie :

- Deux accueillants sont présents sur les temps d'accueil. Trois personnes ont été employées au cours de l'année (une psychologue, un animateur et une éducatrice), une bénévole, un service civique et deux stagiaires y participent ponctuellement.

Les intervenants participent aux échanges par une écoute active.

- Les locaux de l'association ont été adaptés en vue d'accueillir des enfants de 0 à 6 ans dans les meilleures conditions possibles (achat de jouets, table à langer, réducteur de toilettes...)

- Les valeurs et les principes du LAEP Mes'anges sont : La gratuité / l'anonymat, l'écoute active, neutre et bienveillante, l'observation, la socialisation tant des enfants que des parents, l'échange inter culturel, la valorisation des compétences parentales de chacun, la déstigmatisation de parents en situation précaire, l'expérimentation par les enfants d'un cadre et des règles de vie en collectivité, la sensibilisation des parents au sens du comportement de leurs enfants, le travail de la question de la séparation par la parole, l'orientation vers les structures adaptées aux demandes et aux problématiques familiales.

- Les accueillants du LAEP participent tous une fois par mois à la réunion de régulation animée par un psychologue extérieur à la structure.

Résultats :

* Le LAEP a été ouvert **tous les mercredis et les jeudis de l'année** (10h00-13h00 et 15h00-18h00 à l'exception de ceux du mois d'août). Cela représente une amplitude d'ouverture de 651 heures en 2017.

* Nous avons enregistré **820 passages d'enfants** (771 en 2016). Nombre **d'enfants de moins de 6 ans inscrits**: 123 (103 en 2016).

* Nombre **d'accompagnants** (mères, pères, couples, grands-parents): 111

* 84,57% des accompagnants sont des **mères** / 0,95% des pères / 4,09% sont venus en couples / 4,72% sont des grands parents et 5,67% autres (oncle et tantes notamment)

* Nombre de **futurs parents**: 12

Observations :

■ Pour la 3ème année consécutive, nous constatons une **augmentation de la fréquentation (+6,35 %)**. D'année en année, des familles viennent sur le LAEP, les nouvelles personnes sont soit orientées par notre réseau, soit par des parents fréquentant Mes'Anges.

Le nombre de passage de cette année nous a permis d'accentuer le travail de socialisation des moins de 6 ans, notamment par la diversité du public accueilli. Cela permet également une ouverture sociale pour les accompagnants, grâce aux divers échanges des participants. En effet, certains parents ont pu créer

un lien allant au-delà des temps du LAEP et donc réduisant leur isolement social. Ces temps d'accueil permettent également d'offrir un espace laissant la possibilité d'aborder les questions liées à la parentalité, d'autant plus que la majorité des personnes accueillies ne fait pas appel aux modalités de gardes extérieures (crèche, halte garderie, nounou...).

■ Nous notons par ailleurs que les familles fréquentant le LAEP le font de manière régulière, très peu ne viennent qu'une fois, ce qui favorise la création d'un **lien de confiance**. Ceci nous permet d'aborder des questions plus précises sur le développement de l'enfant, les difficultés sociales et parentales, en pouvant notamment orienter vers les structures de notre réseau et nos partenaires.

■ Nous souhaiterions pouvoir bénéficier d'une séance en plus, à savoir le vendredi après-midi. En effet, **nous accueillons de plus en plus de personnes** et nous avons un turn-over important sur chaque séance, ce qui nous permet de travailler la règle concernant notre capacité d'accueil mais pas d'approfondir comme nous le souhaiterions les questions relatives à la parentalité. De plus, les familles fréquentant Mes'Ange nous ont fait la demande de proposer plus de temps d'ouverture. Actuellement nous sommes ouverts les mercredis et jeudis de 10h à 13h et de 15h à 17h. Nous pouvons accueillir par séance 8 enfants et 1 nouvel arrivant. Nous accueillons en moyenne, sur l'année, 4,61 enfants par séance.

Intervenants internes :

1 chargé de mission, 1 agent administratif, 2 animateurs, 2 psychologues, 1 éducatrice spécialisée, des bénévoles, des stagiaires.



8 – PROTECTION DES VICTIMES

Principe :

Accompagnement médico-social et vers l'insertion des victimes de la traite des êtres humains
Parcours de sortie de la prostitution, insertion et intégration des migrants
Accès aux droits et Information, orientation, accompagnement pour l'apprentissage de la langue française

Objectifs :

Intervention médico-sociale de proximité (durant l'accueil collectif, les entretiens individuels et les sorties camping car)
Identification des femmes victimes de la traite des êtres humains
Soutien, protection et coordination par une prise en charge médico-sociale

Méthodologie :

- Depuis mars 2004, notre association adhère au dispositif ACSé (Dispositif d'accueil des victimes de la traite des êtres humains). Elle assure, via les deux appartements qu'elle loue dans le cadre de l'accès au droit commun et de la lutte contre l'exclusion, un hébergement d'urgence afin de protéger les victimes. Ce dispositif repose sur une proposition d'accueil et d'accompagnement basé sur l'éloignement géographique, la mise en sécurité et le maintien de la confidentialité concernant le lieu où elles sont hébergées. Le dispositif s'adresse à toutes personnes victimes du proxénétisme ou de la traite des êtres humains, qu'elles soient françaises ou étrangères, en situation régulière ou non, seules ou avec des enfants, sans distinction de genre. Seul impératif, elles doivent être majeures.
- Intervention de proximité médico-sociale auprès des femmes arrivant sur le département du Gard. Identification, profilage des femmes victimes. Évaluation des risques, soutien et protection des femmes. Hébergement d'urgence. Accompagnement des victimes de la traite des êtres humains et de violences intra familiales pour le dépôt de plaintes. Suivi psychologique et social.
- Prise en charge médico-sociale des femmes victimes dans les centres de rétention administrative (CRA).
- Intervention auprès d'autres structures à la demande: présentation des actions de l'association.
- Accompagnement des personnes dans leurs démarches d'insertion sociale et professionnelle au cours de la permanence sociale et parentalité, de la permanence médico-sociale, du soutien psychologique, du Pôle ressources insertion professionnelle. Participation aux réunions préparatoires de la commission du parcours de sortie.

Résultats :

En 2017:

Nombre de femmes étrangères rencontrées et informées : 2593
Nombre total de bénéficiaires du projet parmi les publics cibles du programme 104 : 62
Nombre de femmes arrivant sur le département informées sur la protection et la législation en matière de traite des êtres humains et de violence : 108
Nombre de personnes étrangères suivies pour parcours de sortie, insertion, intégration: 112

* Femmes victimes de la traite des êtres humains et de violences intra-familiales

Nombre de personnes identifiées dans le cadre de la traite des êtres humains : 98
Nombre de personnes nouvelles arrivées dans le département: 103
Nombre de permanences: 83, nombre de personnes: 113, nombre de contacts: 455
Nombre de sorties:140, nombre de personnes: 233, nombre de contacts: 1113

* 77% de notre public est migrant. Nous remarquons une **augmentation des demandes d'insertion professionnelle** mais les personnes rencontrent de multiples difficultés, notamment vis à vis de la langue, pour se déplacer ou pour être accompagnées vers l'emploi. Concernant le parcours de sortie, nous avons rencontré différents partenaires pour faciliter l'accompagnement des personnes et la mise en place de la commission.

* Nous avons accompagné 3 personnes pour **déposer plainte**.

* 2 personnes ont transité par le **dispositif ACSé** (protection des victimes).

* Nombre de **services** ayant contacté l'association pour orienter une personne victime : 5

Observations :

■ **Concernant l'accompagnement des victimes**, un grand nombre de personnes ne souhaite pas porter plainte, par crainte de représailles sur elles ou sur leur famille, ce qui est un handicap pour une insertion en France. De plus, ces personnes sont souvent déplacées par les réseaux et changent fréquemment de villes voire de pays, ce qui allonge et complexifie le temps d'accompagnement. La construction d'une relation de confiance avec ces personnes est d'autant plus difficile que le réseau les menace et les pousse à mentir. Nous notons une augmentation du nombre de personnes victimes mineures et une augmentation du nombre de personnes accompagnées pour sortir de la prostitution. Nous enregistrons une augmentation du nombre de personnes victimes accompagnées dans leurs démarches de régularisation administrative, particulièrement auprès de l'OFII. Le nombre d'accompagnements psychologique et social est en hausse de 30%.

■ Une personne de l'association a participé au **séminaire Acsé** s'étant déroulé les 15 et 16 mai 2017 à Paris, dont le thème était: "La traite nigériane en France: évolution du phénomène et des pratiques professionnelles". Ce partage de connaissance sur le sujet a permis de révéler des différences dans les accompagnements, et ainsi d'améliorer globalement la prise en charge des personnes pour l'accès au droit commun.

■ Pour les **jeunes femmes victimes de trafic d'êtres humains**, les problèmes les plus aigus sont l'alimentation, l'hygiène, la santé et l'hébergement d'urgence. Pour les personnes anglophones qui souhaitent déposer plainte, nous faisons appel une bénévole bilingue, pour parfaitement comprendre et écrire leur histoire. Pour les questions spécifiques aux droits des immigrés - papiers, demandes d'asile, récits... - nous avons développé un partenariat avec l'association Rebonds. Concernant l'alphabétisation et l'insertion, un partenariat s'est également noué avec plusieurs associations, mais les possibilités pour les personnes en attente de régularisation sont de plus en plus réduites. Toujours plus restrictif, l'accès aux soins ou au droit commun nous oblige à renforcer nos accompagnements de personnes.

■ **Sensibilisation des professionnels aux questions de prostitution et traite des êtres humains** : Nous sommes intervenus auprès de professionnels médico-sociaux dans le cadre de notre action Lutte contre l'exclusion : migration et prostitution.

Intervenants internes

1 chargé de mission, 2 animateurs, 1 éducatrice spécialisée, 1 agent administratif, 1 infirmière, 1 assistante sociale, 1 psychologue, 1 avocat, des bénévoles, des stagiaires.



VII – Pôle Ressources insertion

PÔLE RESSOURCES
INSERTION

Principe :

Cette action entre en complémentarité avec les objectifs médico-sociaux d'ARAP-Rubis. L'association est un lien partenarial avec l'ensemble des services concernés par l'insertion professionnelle.

- Pôle ressources insertion professionnelle (lundi, mardi, jeudi, vendredi de 10h30 à 12h00)
- Permanence sociale et parentalité (mardi 9h00-12h00 / 13h30-18h00)
- Permanence médico-sociale (jeudi 14h30 à 18h00)
- Soutien psychologique sur rendez vous (mardi 9h00 à 16h00)

Objectifs :

- * Accès à l'autonomie et à la réalisation de projets professionnels.
- * Soutien pour l'insertion professionnelle : accès à l'information, la formation, l'emploi, valorisation des compétences.
- * Aide à l'intégration des personnes migrantes dans leur parcours professionnel.
- * Abandon éventuel de la prostitution pour la mise en place de projets professionnels.
- * Accompagnement dans toutes les démarches pouvant favoriser le retour à la formation et à l'emploi

Méthodologie :

- Suivi hebdomadaire et individuel des personnes ayant quitté la prostitution.
- Soutien à l'insertion sociale. Mise à disposition du téléphone, fax, Internet pour prendre contact avec les services et associations d'insertion.
- Identification des besoins puis orientation des personnes vers les diverses permanences proposées par l'association. Suivi de l'action engagée. Écoute active.
- Accueil des personnes en situation de risques de prostitution : information, orientation et si nécessaire accompagnement social et psychologique.
- Soutien et accompagnement médico-social des personnes victimes de la traite des êtres humains et du proxénétisme.
- Aide à l'intégration des personnes migrantes. Accompagnement auprès des services sociaux information.
- Orientation pour alphabétisation.
- Soutien psychologique.
- Entretien individuel dans le cadre de l'insertion sociale et professionnelle.
- Soutien financier après avis de la commission solidarité de l'association pour des projets d'insertion.
- Interventions auprès des services pour expliquer les actions de l'association et sensibiliser les personnes aux difficultés d'insertion des femmes prostituées.
- Recherche de personnes ressources auprès des différents partenaires.
- Recherche de nouveaux partenaires et de financements pour favoriser l'insertion des personnes.

Les entretiens et interventions permettent de mieux cerner les compétences de chacun, et donc d'être plus efficaces dans les démarches, plus précis dans les recherches, ce qui concourt par ailleurs à amenuiser le taux d'échec généré par l'inadéquation ou le découragement. Les entretiens peuvent se dérouler au local d'accueil mais également sur le camping-car (lieu d'accueil mobile).

- Public cible :

- Personnes prostituées ou ayant arrêté l'activité prostitutionnelle et entourage proche.
- Personnes en insertion, en risque de prostitution.
- Personnes victimes du proxénétisme, de violences et de trafic d'êtres humains.

Les personnes rencontrant de multiples freins lors de leur insertion professionnelle sont orientées vers les permanences sociales ou psychologiques de l'association.

Résultats :

* En 2017, **nous avons rencontré 164 personnes différentes**, dont 160 femmes, lors de 452 contacts. Nous assurons le soutien et le suivi des personnes en insertion, en collaboration avec les services, principalement la mission locale, les associations donnant des cours de français ou le Pôle Emploi.

*** Situation des personnes rencontrées:**

Sur ces 164 personnes différentes:

- Bénéficiaires du **RSA**: 90, Sans ressources : 34, Salariées : 14, Bénéficiaires de l'AAH : 12, Indépendantes : 7, ADA : 7

- 43% des personnes que nous suivons sont en insertion
- Mères ayant en charge des enfants : 60%
- Femmes isolées : 95%

* **24 personnes ont bénéficié du Fonds d'aide pour l'insertion**, principalement pour les transports (cartes et tickets de bus, billets SNCF...), mais également pour des photos d'identité, timbres, cartes téléphoniques. Nous permettons en outre aux personnes de téléphoner depuis le local pour des rendez-vous ou des renseignements, et donnons accès à Internet et à la photocopieuse. La plupart des personnes suivies utilisent ces possibilités.

* En 2017, 10 personnes ont **travaillé en CDD**, dont 6 pour l'entretien de locaux commerciaux ou dans des hôtels. 8 personnes ont suivi des cours de français dans des associations de proximité (Quartier libre, Feu vert, APTI). 5 personnes sont suivies par le CDIFF dans le cadre de leur action « Agir pour l'autonomie des femmes immigrées et lutter contre la discrimination »

Observations :

■ 70% des personnes en **demande d'insertion** sont migrantes. Les demandes pour l'apprentissage du français sont en augmentation. Nous essayons dans la mesure du possible d'orienter les personnes auprès d'associations proches de leur domicile. L'accès au transport par l'attribution du Pass solidarité en fonction de la couverture sociale a permis de faciliter l'insertion et l'accès à la santé.

Le public accueilli est en difficulté pour les démarches se faisant sur internet, particulièrement le suivi par Pôle emploi, ce qui occasionne de fréquentes résiliations d'inscription.

Rares sont les contrats à temps plein; la plupart des contrats sont à temps très partiels, quelques heures par semaine (moins d'un mi-temps) ou saisonnier.

■ Rencontres et entretiens pour le Pôle ressources avec divers **organismes et associations** : services du Conseil Départemental, CIDFF, CIMADE, Pôle emploi, Mission locale jeunes, Feu vert, Quartier libre, Espélido, des ateliers chantiers d'insertion (ACI), AFIG Sud des associations intermédiaires (AI), Cap emploi, Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII).

Nous envoyons également régulièrement par courrier et par email des informations, affiches, dépliants, journaux de l'association aux partenaires médico-sociaux.

■ **L'accueil psychologique permet d'affiner les projets** des personnes. Davantage ciblés sur l'adaptation aux conditions de travail et la réinsertion, ces entretiens s'inscrivent pour la plupart dans la continuité d'un travail psychologique. Leur but est de trouver un équilibre entre le vécu des personnes et leur situation actuelle. C'est aussi une manière de les situer au cœur de leur parcours, suscitant un sentiment de responsabilité et d'engagement dans leur choix. La temporalité des personnes que nous accueillons est biaisée par la pratique prostitutionnelle qui floue la notion de temps. Le fait d'avoir des entretiens régulier à des heures imposées les contraint à se remettre petit à petit dans le temps social. Il faut donc du temps pour apercevoir les effets de nos actions, en termes de prévention, de partenariat, d'information et de conseils.

■ Notre association a **renforcé ses partenariats** dans le domaine de l'insertion afin de pouvoir affiner l'orientation des personnes et répondre aux exigences du parcours de sortie de prostitution - convention avec Pôle emploi en cours.

Intervenants internes

1 chargé de mission, 1 animateur, 1 éducatrice spécialisée, 1 psychologue, des bénévoles, des stagiaires.

VIII - LUTTE CONTRE L'EXCLUSION MIGRATION ET PROSTITUTION

LUTTE CONTRE L'EXCLUSION MIGRATION ET PROSTITUTION



Principe :

L'action a pour objectif principal de faciliter l'accès au droit commun et optimiser la prise en charge du public migrant dans le cadre de la prostitution et du trafic des êtres humains. Il s'agit de développer différentes actions visant à l'information, la formation à l'accueil et à la compréhension du public migrant, par des professionnels et futurs professionnels. Cette action permet à ARAP Rubis d'enrichir son réseau de partenaires et de se faire mieux connaître, afin d'orienter pertinemment les personnes migrantes selon leurs besoins. La mise en œuvre de l'action a pour but de sensibiliser les professionnels sur la situation des migrants en situation de prostitution, et sur les différentes dispositions légales et actions en place pour la prise en charge des personnes.

La structure propose un lieu d'accueil avec des permanences dédiées (lundi et vendredi 9h00/12h00-13h00/18h00) et des interventions auprès des services médico-sociaux, des institutions, des associations et des écoles de formation pour les futurs professionnels sur la Région Languedoc-Roussillon.

Objectifs :

- * Sensibiliser les professionnels et les partenaires de l'association sur l'accueil et la prise en charge des personnes migrantes en situation de prostitution.
- * Accueil de futurs professionnels lors des permanences afin de leur permettre d'approfondir leurs questionnements sur ce public, en complément des interventions réalisées en établissements.

Méthodologie :

- Permanences pour l'information des professionnels et futurs professionnels le lundi et vendredi de 9h00 à 12h00 et 13h00 à 18h00.
- Organisation d'un colloque "Prostitution et migration" le 29 septembre à l'IFME de Nîmes
- Site internet: www.integration-rubis.fr. Il est destiné à présenter l'action « Lutte contre l'exclusion : Migration et prostitution ». Un formulaire de contact permet au visiteur d'obtenir plus de renseignements.
- Intervention au local ou dans les structures en faisant la demande sur les thèmes : Migration et Prostitution / Traite des êtres humains / Personnes migrantes vivant avec une pathologie grave / Transexualisme et migration et Interculturalité et famille.

Résultats:

- * **Nombre de personnes rencontrées:** 602. 44% sont des étudiants, 56% des professionnels

Nombre de personnes présentes au colloque: 137

28 partenaires rencontrés

- * Nous avons réalisé 9 **interventions sur la région Languedoc Roussillon** (prévues 5), auprès de diverses structures (Artothèque à Nîmes, faculté de médecine à Montpellier, Lycée de Milhaud, Institut de formation aux métiers éducatifs de la ville de Nîmes, Institut régional en travail social de Montpellier...). 255 personnes ont assisté à ces interventions.

Observations :

■ **Les objectifs ont été atteints.** Cela nous permet de faire connaître les spécificités de notre accueil afin que les professionnels médico-sociaux puissent orienter les personnes migrantes prostituées pour une prise en charge efficiente. Par notre expertise et au cours des rencontres, lorsque cela paraît pertinent, nous étudions la possibilité de créer un partenariat, comme avec la PAADA de Montpellier.

■ Le 29 septembre 2017, nous avons organisé un **colloque intitulé: Traite des êtres humains et prostitution**. Nous avons initialement prévu d'accueillir 100 personnes pour cette journée. Mais au vu des nombreuses sollicitations de professionnels de la France entière, nous avons dû réviser notre évaluation et augmenter le nombre de places disponibles jusqu'à atteindre 137 personnes. Malgré ce réajustement, nous avons dû refuser des inscriptions faute de place dans l'amphithéâtre de l'Institut de formation aux métiers éducatifs. Le colloque a attiré de nombreux étudiants, mais aussi des professionnels de divers horizons : collectivité territoriale, médico-social, politiques, judiciaires. De nombreuses professions étaient représentées : travailleurs sociaux, psychologue, bénévoles, personnels de santé, personnes de la communauté prostitutionnelle. 79 personnes nous ont restitué le questionnaire de satisfaction que nous avons adapté à la journée et tous étaient très satisfaits à la fois de l'organisation, de l'accueil et du contenu de cette journée.

■ Nous avons organisé 30 réunions partenaires avec l'association Griselidis, l'association Hope and Joy, Centre d'accueil des demandeurs d'asile de la ville d'Alès, Centre de planification des Cévennes, l'AFIG-Sud, Mission locale jeune, Médecin du monde de Montpellier, le Centre gratuit d'information, de dépistage

et de diagnostic de Nîmes, la Compagnie des nuits partagées, l'OFII Montpellier, l'association Griselidis, l'Organisation Internationale contre l'esclavage moderne, la Directrice Régionale du droit des femmes et à l'égalité, le service d'investigation éducative, la Plateforme d'accueil et d'accompagnement des demandeurs d'asile, une éducatrice spécialisée en libéral, Eurogroup, la Maison des adolescents de Nîmes, la PAADA, la nouvelle Déléguée au Droits des femmes du département du Gard, Conseil départemental, le Pôle promotion santé de la ville de Nîmes, une psychologue et une éducatrice de la Protection judiciaire de la jeunesse, une éducatrice du foyer de l'enfance, Centre d'information aux droits des femmes et des familles, Mme Herlem, responsable aux Services Régionaux de la Police Judiciaire, Direction départementale de Pôle emploi Gard-Lozère, Centre de lutte anti tuberculose. Ces réunions nous permettent de présenter l'action et de proposer des interventions auprès des équipes.

Intervenants internes

1 chargé de Mission, 1 psychologue, 1 éducatrice spécialisée, 1 animateur, 1 agent administratif, 1 comptable et commissaire aux comptes, vacations extérieures pour des intervenants.

Un rapport complet sur cette action est disponible sur demande auprès de l'association via integration.rubis@gmail.com



integration-rubis.fr

ANNEXES

1 - RÉSEAU PARTENAIRE - COLLABORATION

Dans le cadre d'une action de santé communautaire, il est impératif de travailler en collaboration avec l'ensemble des structures européennes, nationales et locales qui le souhaitent, pour répondre à la complexité des demandes.

SIDA / SANTÉ

- CODES 30, 15 rue Saint Anne 30900 Nîmes
- CeGIDD, 15 A rue Sainte Anne - 30900 Nîmes
- Réseau Regard, 5 Avenue Carnot 30000 Nîmes
- Sidaction, 228 rue du Faubourg St Martin 75 010 Paris,
- CeGIDD Alès : Centre Hospitalier, 811 av. Jean Courbet 30100 Alès
- CeGIDD Bagnols sur Cèze, 7 avenue Alphonse Daudet 30205 Bagnols-Sur-Ceze
- ARS du Gard, 6 rue du Mail 30000 Nîmes
- ARS Occitanie, 1025 rue Henri Becquerel - CS 30001 34067 Montpellier 2
- Services CPAM, 14 rue du Cirque Romain 30000 Nîmes
- Solidarité Sida, 16 bis av. Parmentier 75011 Paris
- S.O.S. Drogue International, 9 bis rue de St Gilles 30000 Nîmes
- Accueil médicalisé Croix Rouge, 178, allée Salvador-Dali 30000 Nîmes
- CSAPA (Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie) LOGOS, 8 rue Tédénat 30000 Nîmes
- ANPAA prévention alcool, 60 rue André Siegfried 30000 Nîmes
- Asud, 6 bis rue Notre Dame 30000 Nîmes
- Pôle promotion santé, 65 B rue de la république 30900 Nîmes
- Centre Médico-social, 5 rue de la Pitié 30000 Nîmes
- CLS (Contrat local de santé) Nîmes 65 rue de la république 30900 Nîmes
- Les centres de planification et d'éducation familiale du Gard
- SOS Médecins: 36 24
- Médecin du Monde Montpellier et Marseille
- Cabiria, 5 Quai André Lassagne 69 001 Lyon
- Autres Regards, 3 Rue de Bône, 13005 Marseille
- Grisélidis, chemin de Lapujade 31200 Toulouse
- Bus des femmes, 58 rue Amandiers 75020 Paris
- PASTT, 94 rue Lafayette 75010 Paris
- Médecins généralistes et spécialistes du département du Gard
- Pharmacies du Département
- Aides 40 Rue de la République, 30900 Nîmes
- Pass du CHRU de Nîmes

SIDA / SANTÉ...

- ELCS 84 Rue Quincampoix 75003 Paris
- Sida Info Service 0 800 840 800
- Ecoute Cannabis 0 811 91 20 20
- Alcool info service 0 980 980 930
- Drogue Info Service 0 800 23 13 13
- Hépatite Info Service 0 800 845 800
- Joueurs Info Service 09 74 75 13 13

SOCIAL / INSERTION

- S.A.O.I. - Espelido 30 rue Henri IV BP 87138 30913 Nîmes Cedex 2
- Table Ouverte 44 rue Richelieu 30000 Nîmes
- Secours Catholique 22 rue Briçonnet 30000 NIMES
- Secours Populaire Français 104 route d'Avignon 30000 Nîmes
- Comité de quartier Richelieu les Carmes 8 rue P. Semard 30000 Nîmes
- Les services de la Préfecture du Gard 30000 Nîmes
- C.C.A.S. 14 rue des Chassaintes 30000 Nîmes
- C.A.F. du Gard 321 rue Maurice Schumann 30922 Nimes Cedex 9
- DDCCS du Gard Mas des abeilles 1120 Route de St Gilles BP 39081 30972 Nîmes
- Adejo 1 rue Terraube 30 000 Nîmes
- Les services D.G.A.D.S, Conseil Général du Gard, Les Assistantes sociales de secteur
10 rue Villeperdrix 30900 Nîmes
- Les services de la Ville de Nîmes
- OFII 4 rue Jules Ferry 34000 Montpellier
- CIDFF du Gard 20 rue Verdun 30900 Nîmes
- Services sociaux du C.H.R.U. de Nîmes
- La Clède FAS 8 Rue Romain Rolland 30100 Alès
- La Babotte / Amicale du Nid 3 rue Anatole France 34000 Montpellier
- Les Restos du Cœur du Gard
- SIOPI 34 rue Notre Dame 30000 Nîmes
- ALC / ACSE 06000 Nice
- REBONDS 7 rue Antoine Delon 30 000 Nîmes
- Mission Locale Jeunes Insertion Métropole Nîmes

2 - MATÉRIEL DE PRÉVENTION

Principe :

Mise à disposition du matériel de prévention et d'hygiène.

Objectifs :

- * Inciter les personnes à se protéger lors de tous les actes comportant une prise de risque.
- * Rendre ces moyens de prévention accessibles à tous.
- * Outils de médiation dans la création de la relation

Méthodologie :

- Le matériel de prévention comprend les préservatifs masculins et féminins, le gel lubrifiant et le gel antiseptique, complétés par les kits 'Roule ta paille' (pour la consommation de la cocaïne).
- La plupart des préservatifs masculins sont achetés chez Terpan. Nous diffusons trois catégories différentes de préservatif en latex: normal, fin et grande taille.
- En 2017, les tubes de gel lubrifiant et de gel antiseptique proviennent de chez Terpan et Voussert.
- Matériel donnés par:
 - CODES/INPES : 4105 préservatifs masculins, 10510 kits (préservatif masculin + gel dose), 600 préservatifs féminins, 5953 gels dose
 - Sidaction : 3000 kits (kit: 1 préservatif + 1 gel dose)

Résultats :

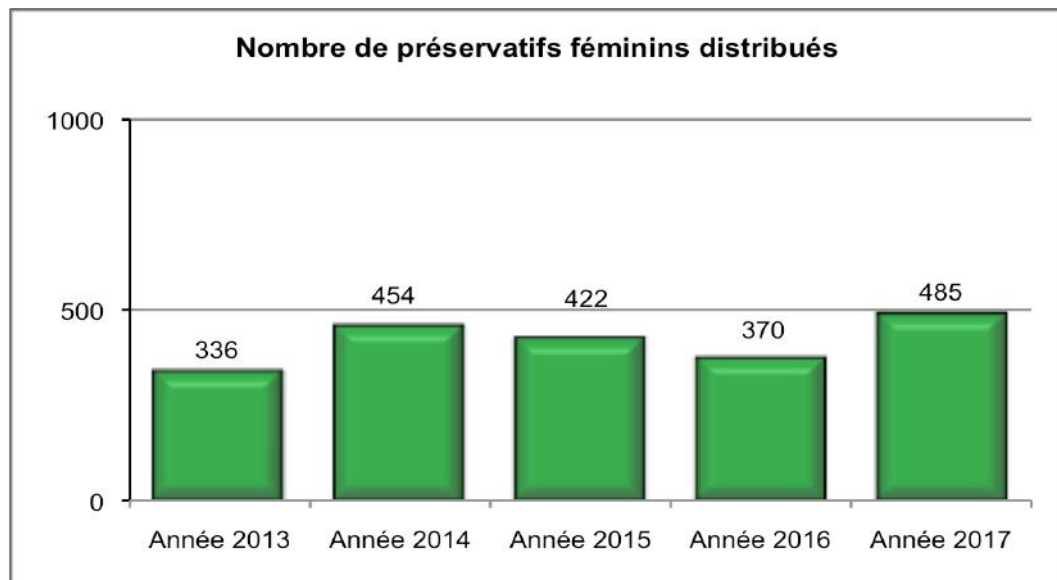
Voir pages suivantes

Observations :

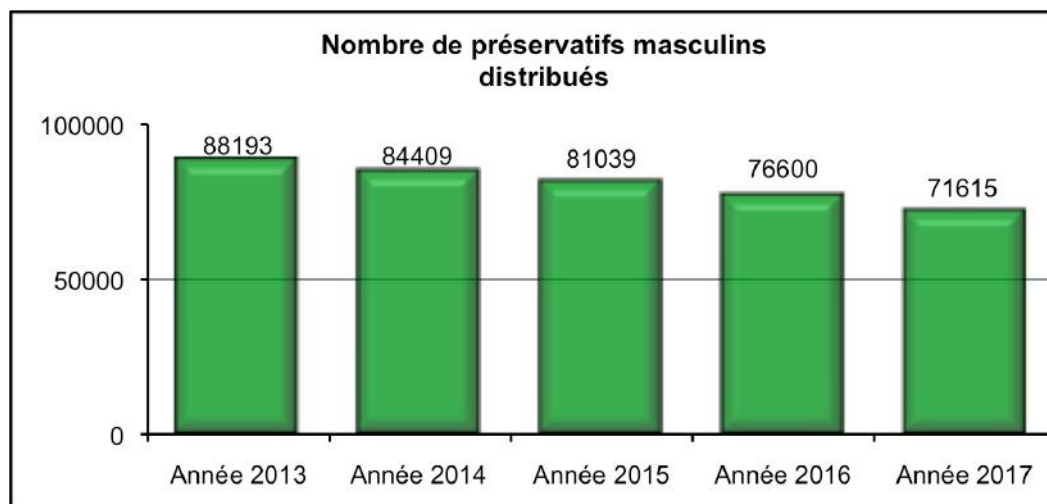
- Comme d'habitude, **le matériel de prévention est davantage distribué sur le camping-car** que sur le local. Une tendance tout à fait logique, si on considère que le camping-car est utilisé pour se rendre sur les lieux même de prostitution.
- Le **matériel de prévention** est donné aux associations, commerces, écoles, et lors de manifestation. En 2017, nous en avons distribué auprès de diverses structures: MFR, CFAS Méjannes, CFAS D'Alzon, CFAS Nîmes, IMPRO Les Capitelles

Intervenants internes :

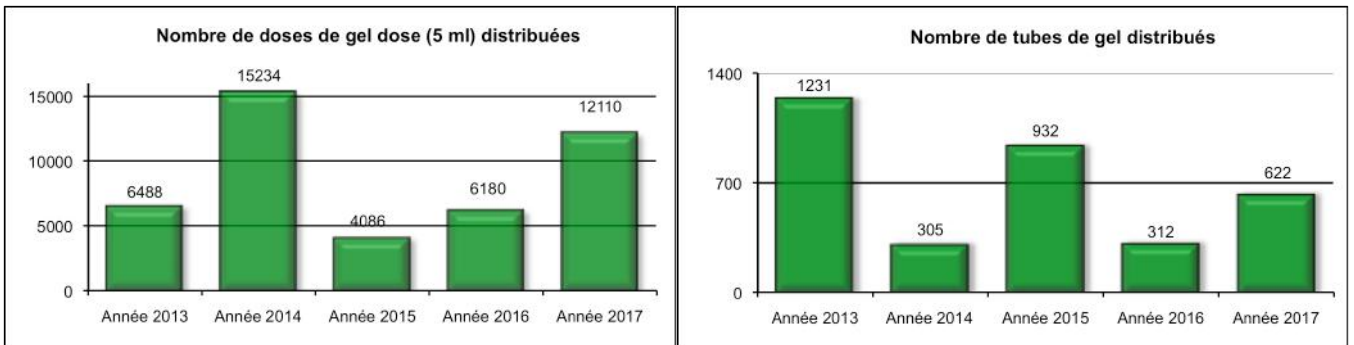
1 chargé de mission, 3 animateurs, 1 agent administratif, 1 infirmière, 1 éducatrice, des bénévoles, des stagiaires.



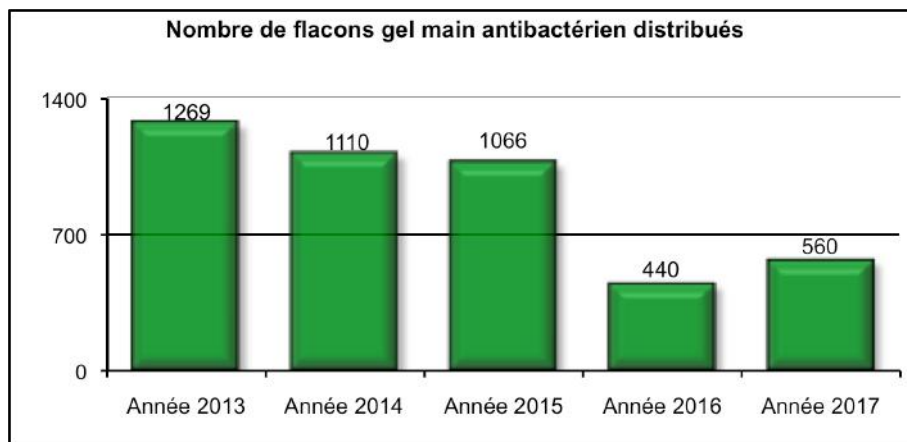
En dépit de son in détectabilité et de son extrême praticité, le préservatif féminin est toujours aussi peu utilisé. Une campagne de sensibilisation permettrait pourtant de rappeler aux femmes combien il est un **vecteur majeur d'autonomisation**. En l'absence, sa diffusion reste confidentielle. La plupart de ces préservatifs sont de surcroît donnés lors de manifestations ou dans le cadre de partenariats.



L'association met à disposition gratuitement le préservatif masculin, le **moyen de protection le plus fréquemment employé**. En dépit de la hausse de la file active en 2017, le volume distribué ne cesse de baisser sur la durée. Une des explications majeures tient en la raréfaction des clients, notamment suite au climat répressif et légal ambiant, qui impacte à la fois sur la présence sur le terrain et les prises de risques des personnes prostituées, mais également sur le nombre préservatifs remis.



Le gel intime est le complément indispensable des préservatifs masculins. On trouve ce produit conditionné sous deux différentes formes: en tube ou en dose. En 2017, nous avons distribué davantage de gel en tube que de gel doses. L'explication est notamment liée au fait que nous avons beaucoup reçu de kits de prévention, contenant à la fois un préservatif masculin plus une dose de gel.



Assurant la désinfection par frictions, le gel main antibactérien, à la fois bactéricide, fongicide et virucide, participe activement à notre action médicale. Massivement diffusé durant l'épisode de grippe A en 2009, **le gel main a prouvé son efficacité et sa praticité**. Les usagers de notre association ont bien compris l'intérêt à l'utiliser et nous en demande quotidiennement de flacons. Nous avons choisi cette année de commander des bidons de 5 litres et répartir, à la demande, le gel dans les flacons que les usagers présentaient d'eux-mêmes, geste à la fois écologique et économique.

3 - INFORMATION - COMMUNICATION

Le Journal ARAP - Rubis

Le Journal ARAP-Rubis est réalisé à l'attention des personnes prostituées. Son contenu est une synthèse d'articles de presse et de textes écrits par les membres de l'association. Il reste néanmoins ouvert à toute collaboration extérieure. Les informations portent essentiellement sur le V.I.H., les I.S.T., la santé en général, mais abordent aussi divers points sociaux ou juridiques, des adresses à connaître, le récit de la vie associative... Ce journal est un lien pour les communautés prostituées du département. Les usagers peuvent s'exprimer et rédiger des articles de leur choix.

Un exemplaire du journal ARAP-Rubis a été publié en 2017. Nous avons profité de l'édition du N°38 pour faire évoluer son format, puisqu'il est désormais contenu dans une feuille A3 pliée en deux. Nous l'avons envoyé par voie de courriels, sous format PDF, mais son tirage papier a été porté à 1500 exemplaires. Nous nous interrogeons aujourd'hui sur la nécessité de publier un journal, sous quelque forme que ce soit, la prédominance d'internet, nos sites web et la mise en ligne de données en temps réel le rendant peut-être moins nécessaire.

Site internet

Le site internet de l'association (<http://www.arap-rubis.org>), régulièrement mis à jour, est la vitrine des activités d'ARAP-Rubis. Il s'adresse de fait aussi bien aux personnes prostituées qu'aux services médico-sociaux, institutionnels, partenaires et autres publics. C'est un moyen de communication essentiel pour dispenser une information globale sur les risques sanitaires et sociaux liés à la prostitution. Pour l'année 2017, **près de 4000 visites ont été enregistrées.**

Le site <http://www.integration-rubis.fr/> est lui destiné à l'action "Lutte contre l'exclusion - migration et prostitution". Il a été consulté par 3917 personnes différentes au total depuis sa création en juillet 2015 alors que nous avons estimés à 2600 le nombre de visiteurs différents sur la période.

Documents divers

En 2017, à l'occasion de notre **colloque** :

- Nous avons envoyé des courriers contenant des affiches, dépliants, programme et inscription à 217 structures partenaires et à l'ensemble de nos contacts courriel.
- Nous avons distribué à chacun des 137 participants un sac contenant le journal de l'association, une affiche des actions générales, une affiche de l'action relative au Pôle intégration et différents dépliants.

De plus, dans le cadre de nos interventions auprès de nos partenaires, de notre réseau et des écoles de formation, nous avons distribué du matériel d'information sur nos actions à 39 structures différentes.

En outre, dans le cadre de la prévention et de l'information, **ARAP-Rubis distribue régulièrement divers documents :**

- Actualisation et diffusion des plaquettes et affiches d'information contenant les coordonnées des services départementaux pouvant apporter une aide aux personnes victimes de la traite des êtres humains ou de proxénétisme.
- Affiche avec slogan et visuel du camping-car destinée aux services médico-sociaux du département.
- Carte postale "On Sex Prime", publicité pour le site onsexprime.fr, sur la sexualité, puberté, IST, sentiments, premières fois... à destination es adolescents.
- Dépliant "Le VIH, Le Sida pour comprendre". Celui-ci fait un point simple et complet sur cette infection.
- Affiches sur le préservatif féminin
- Diverses cartes d'invitation et affiches au sujet des activités d'ARAP-Rubis.
- Dépliants décrivant les activités de l'association.

4 - FONCTIONNEMENT

A - L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le 19 mai 2017 s'est tenue l'Assemblée Générale de l'association. Une trentaine de personnes (administrateurs, bénévoles, salariés, usagers) s'est réunie au local où a eu lieu la réunion. Il a été présenté le bilan des activités et des comptes 2016, fait le point sur les activités et annoncé les actions à venir. L'Assemblée Générale a approuvé l'ensemble des rapports 2016 et le budget prévisionnel 2017 à l'unanimité et donné quitus au conseil d'administration pour sa bonne gestion de l'exercice. Il a également été approuvé le remplacement de la commissaire aux comptes démissionnaire pour cause de départ en retraite par son suppléant. La Présidente a remercié l'ensemble des bénévoles, salariés et vacataires, pour le travail fourni au sein de l'association en 2016.

B - RÉUNIONS DE FONCTIONNEMENT

Elles sont destinées à l'ensemble des intervenants de l'association: salariés, bénévoles, stagiaires, intervenants communautaires. Leur rythme est mensuel. Les réunions d'équipe hebdomadaire et les réunions de supervision bimensuelles sont en place depuis 1998.

Réunions d'équipe

Ces rencontres ont pour but d'échanger sur la vie de l'association et l'avancement des projets, d'évaluer les besoins et les problèmes, offrir des propositions ponctuelles de solutions (en concertation avec les personnes prostituées), ainsi qu'assurer une meilleure coordination. Ces réunions durent 1h00. Une fois par trimestre, la réunion dure 3h00 afin d'approfondir les questions de coordination et d'évolution des différentes actions.

Réunion de supervision

Les réunions de supervision regroupent l'ensemble de l'équipe. Animées par le psychologue vacataire, elles permettent d'aborder les problèmes rencontrés par les intervenants en ayant un regard et un retour dynamique à leur sujet. A celles-ci s'ajoutent les réunions de supervision des actions liées à la parentalité.

Les commissions

COMMISSION PRESSE - COMMUNICATION
COMMISSION SANTÉ
COMMISSION SOLIDARITÉ

5 - FORMATION - INFORMATION – COLLOQUES – RENCONTRES

Forum des associations

✿ Le samedi 2 septembre 2017, ARAP RUBIS a participé au forum des associations annuel de la ville de Nîmes.

Rencontre avec les partenaires

- ✿ 9 janvier: rencontre dans nos locaux avec une partie de l'équipe de Grisélidis
- ✿ 12 janvier: réunion d'échange et d'information organisée par la CPAM à l'auditorium du Conseil départemental sur les nouvelles règles de la PUMA, ACS, AME
- ✿ 13 janvier: rencontre avec l'association Hope and Joy : présentation des actions des deux associations
- ✿ 23 janvier: rencontre avec Grisélidis dans leurs locaux
- ✿ 3 février: rencontre avec CPEF pour la mise au point d'une convention partenariale
- ✿ 6 février: rencontre avec AFIG Sud : présentation des actions de deux structures
- ✿ 10 mars: groupe de travail sur le questionnaire TEH destiné aux associations de Paris. Présentation et discussion autour des premiers résultats du questionnaire portant sur les victimes de TEH suivies par les associations
- ✿ 14 mars: rencontre organisée par le CODES 30 et COFRIMI sur les thèmes : Accompagner des publics ne maîtrisant pas ou peu la langue française – Plateforme Iris
- ✿ 24 mars: inauguration des nouveaux locaux de l'APA
- ✿ 24 mars: Sidaction
- ✿ 24 mars: rencontre à notre local avec Grisélidis concernant leur étude sur l'impact sur la santé des personnes prostituées suite à la nouvelle loi sur le système prostitutionnel
- ✿ 13 avril: rencontre avec Mme Hugonet de la DRFE Montpellier pour la présentation de nos actions
- ✿ 28 avril: reçu dans nos locaux des ados de l'IMPRO les Capitelles dans le cadre d'une action santé
- ✿ 15 et 16 mai: séminaire dispositif AcSé : "le phénomène de la traite nigériane en France"
- ✿ 21 juin: Assemblée générale de Table ouverte
- ✿ 27 juin: Participation à la présentation de l'atelier linguistique de l'association de l'équipe St Vincent
- ✿ 29 août: rencontre à la DDCS avec Mme Bonnamich pour présenter nos actions
- ✿ 8 septembre: rencontre avec l'équipe du Conseil départemental du FSL pour présenter le mode d'instruction des dossiers.
- ✿ 13 septembre: Rencontre à la Croix Rouge avec les acteurs intervenants auprès des femmes victimes de violences sur le secteur nîmois
- ✿ 4 octobre: rencontre avec le Docteur Jaquet, responsable du Pôle promotion santé
- ✿ 11 octobre: réunion plénière du COREVIH à Toulouse
- ✿ 23 octobre: rencontre à la Préfecture avec le délégué du préfet, chargé de mission au droit des femmes pour la mise en place de la commission du parcours de sortie de la prostitution
- ✿ 28 octobre: participation à la rencontre des associations financées par la fondation Dumeste
- ✿ 9 novembre: rencontre avec le Pôle emploi de Courbessac dans le cadre de la préparation de l'insertion des personnes intégrant le parcours de sortie de la prostitution.
- ✿ 14 novembre: formation complémentaire TROD à Montpellier organisée par le COREVIH
- ✿ 15 novembre: rencontre avec le secrétaire général de la Préfecture dans le cadre de la préparation de la commission « parcours de sortie de la prostitution
- ✿ 21 novembre: présentation de la nouvelle maison médicale au centre André Malraux
- ✿ 21 novembre: rencontre avec le CLAT de Nîmes pour un partenariat
- ✿ 1er décembre: projection - débat pour la Journée internationale de lutte contre le sida au Sémaphore suivi d'apéritif au Pôle promotion santé
- ✿ 8 décembre: rencontre avec le CCAS dans leurs nouveaux locaux. Présentation de leurs missions
- ✿ 20 décembre: réunion pour l'organisation des actions pendant la semaine sur les discriminations

Rencontre avec le réseau REGARD

- ✿ 9 mars: réunion pour organisation Sidaction
- ✿ 14 septembre: assemblée générale
- ✿ 22 novembre: réunion pour organisation du 1er décembre